



LARGO SA
Société anonyme à conseil d'administration au capital de 38 764 €
4 rue Jean Mermoz - 44980 Sainte Luce sur Loire
RCS N°821 173 572 Nantes

NOTE D'OPERATION

(telle que définie par l'article 15 du Règlement (UE) 2017/1129 relatif au « Prospectus de croissance de l'Union » et dont le contenu a été établi conformément aux termes de l'Annexe 26 du Règlement Délégué (UE) 2019/980 relatif notamment à la forme et au contenu du prospectus)

Mise à la disposition du public à l'occasion du placement, dans le cadre d'une offre à prix ouvert auprès du public en France (l'« **Offre à Prix Ouvert** ») et d'un placement global principalement auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France (le « **Placement Global** » et, ensemble avec l'Offre à Prix Ouvert, l'« **Offre** »), (i) d'un total de 1 488 135 actions composé de 1 291 990 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires à souscrire en numéraire (par versement en espèces ou par compensation de créances) par voie d'offre au public et de (ii) 196 145 actions existantes cédées par des actionnaires actuels pouvant être porté à un maximum de 1 938 636 actions en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension par émission de 223 220 actions nouvelles et en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation par émission de 227 281 actions nouvelles. Le montant de cette offre sera, sur la base du point médian de la fourchette indicative du prix de l'Offre, d'environ 17,3 millions d'euros dont 2,6 millions d'euros au titre d'une augmentation de capital (prime d'émission incluse) (avant exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation)

Durée de l'Offre à Prix Ouvert : du 7 avril 2021 au 19 avril 2021 (inclus)

Durée du Placement Global : du 7 avril 2021 au 20 avril 2021 à 12 heures

Fourchette indicative du prix de l'Offre : de 9,87 € à 13,35 € par action

Le prix de l'Offre pourra être fixé en dessous de 9,87 € par action.

En cas de modification de la borne supérieure de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre susvisée ou de fixation du prix au-dessus de 13,35 € par action, les ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert pourront être révoqués pendant au moins 2 jours de bourse.



Ce prospectus est composé d'une note d'opération, d'un résumé et du document d'enregistrement.

Le document d'enregistrement a été approuvé le 25 mars 2021 sous le numéro I.21-005 par l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** »). Ce prospectus a été approuvé le 6 avril 2021 sous le numéro 21-096 par l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente pour l'application des dispositions du règlement (UE) n°2017/1129.

L'AMF approuve ce prospectus après avoir vérifié que les informations qu'il contient sont complètes, cohérentes et compréhensibles.

Cette approbation n'est pas un avis favorable sur l'émetteur et sur la qualité des titres financiers faisant l'objet du prospectus. Les investisseurs sont invités à procéder à leur propre évaluation quant à l'opportunité d'investir dans les valeurs mobilières concernées.

Il est valide jusqu'au 6 avril 2022 et devra, pendant cette période, être complété par un supplément au prospectus en cas de faits nouveaux significatifs ou d'erreurs ou inexactitudes substantielles.

Le prospectus a été établi pour faire partie d'un prospectus de croissance de l'Union conformément à l'article 15 du règlement (UE) 2017/1129.

Le présent prospectus (le « **Prospectus** ») approuvé par l'Autorité des Marchés Financiers est constitué :

- Du Document d'enregistrement approuvé par l'Autorité des Marchés Financiers le 25 mars 2021 sous le numéro I.21-005 (le « **Document d'enregistrement** ») ;
- De la note d'opération relative aux valeurs mobilières offertes (la « **Note d'Opération** ») ; et
- Du résumé du Prospectus (inclus dans la Note d'Opération).

Ce document est disponible sans frais au siège social de la Société, ainsi qu'en version électronique sur le site de l'AMF (www.amf-france.org) et sur celui de la Société (www.largo-france.fr/).



Chef de File et Teneur de Livre



Listing Sponsor

SOMMAIRE

1 PERSONNES RESPONSABLES, INFORMATIONS DE TIERS, RAPPORTS D'EXPERTS ET APPROBATION DE L'AUTORITE COMPETENTE	11
1.1 PERSONNE RESPONSABLE DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS	11
1.2 DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU PROSPECTUS	11
1.3 IDENTITE DE LA OU DES PERSONNES INTERVENANT EN QUALITE D'EXPERT	11
1.4 INFORMATIONS PROVENANT D'UN TIERS	11
1.5 DECLARATION RELATIVE AU PROSPECTUS	11
1.6 INTERET DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'OFFRE	11
1.7 RAISONS DE L'OFFRE – UTILISATION DU PRODUIT DE L'OFFRE – DEPENSES LIEES A L'OFFRE	11
1.7.1 Raisons de l'Offre – Produit net estimé – Utilisation des fonds	11
1.7.2 Financement de la stratégie d'affaires et de l'atteinte des objectifs	13
1.8 INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES	13
1.8.1 Conseillers	13
1.8.2 Informations contenues dans la Note d'opération auditées ou examinées par les contrôleurs légaux – Rapports	13
1.8.3 Responsables de l'information financière	13
2 DECLARATION SUE LE FOND DE ROULEMENT NET ET DECLARATION SUR LE NIVEAU DES CAPITAUX PROPRES ET DE L'ENDETTEMENT	13
2.1 DECLARATION SUR LE FOND DE ROULEMENT NET	13
2.2 DECLARATION SUR LE NIVEAU DES CAPITAUX PROPRES ET DE L'ENDETTEMENT	13
3 FACTEURS DE RISQUES DE MARCHE POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT SUR LES VALEURS MOBILIERES OFFERTES	15
3.1 RISQUES LIES A LA COTATION ET AU COURS DE BOURSE DES ACTIONS DE LA SOCIETE	15
3.2 RISQUES LIES A L'OFFRE	16
4 CONDITIONS RELATIVES AUX VALEURS MOBILIERES	17
4.1 INFORMATIONS SUR LES VALEURS MOBILIERES DESTINEES A ETRE OFFERTES	17
4.1.1 Nature, catégorie des valeurs mobilières destinées à être offertes et code ISIN	17
4.1.2 Législation en vertu de laquelle les valeurs mobilières ont été créées	18
4.1.3 Forme de titres – Coordonnées de l'entité chargée des écritures nécessaires.	18
4.1.4 Devise de l'émission	18
4.1.5 Droits attachés aux Actions	18
4.1.6 Autorisations et décisions d'émission	19
4.1.7 Date prévue d'émission des actions offertes	21
4.1.8 Restrictions à la libre négociabilité des actions	21
4.1.9 Fiscalité en France	21
4.1.10 Identité de l'offreur de valeurs mobilières (s'il ne s'agit pas de l'émetteur)	27
4.1.11 Règles françaises en matière d'offre publique	27
4.1.12 Incidence potentielle sur l'investissement d'une résolution au titre de la directive 2014/59/UE	28
5 MODALITES DE L'OFFRE	29
5.1 MODALITES ET CONDITIONS DE L'OFFRE, CALENDRIER PREVISIONNEL ET MODALITES DES DEMANDES DE SOUSCRIPTION	29
5.1.1 Conditions auxquelles l'Offre est soumise	29
5.1.2 Montant total de l'Offre	30
5.1.3 Période et procédure de souscription	32
5.1.4 Révocation/Suspension de l'offre	34
5.1.5 Réduction de la souscription	35
5.1.6 Montant minimum et/ou maximum d'une souscription	35
5.1.7 Révocation des ordres de souscription – Période de révocation	35
5.1.8 Versement des fonds et modalités de délivrance des Actions Offertes	35
5.1.9 Publication des résultats de l'offre	36
5.1.10 Procédure d'exercice et négociabilité des droits préférentiels de souscription – Traitement des DPS non exercés	36
5.2 PLAN DE DISTRIBUTION ET ALLOCATION DES VALEURS MOBILIERES	36

5.2.1	Catégorie d'investisseurs potentiels - Pays dans lesquels l'offre sera ouverte - Restrictions applicables à l'offre	36
5.2.2	Intentions de souscription des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance et de quiconque entendrait passer un ordre de souscription de plus de 5%	38
5.2.3	Information pré-allocation	38
5.3	NOTIFICATION AUX SOUSCRIPTEURS	39
5.4	ETABLISSEMENT DU PRIX	39
5.4.1	Prix de l'Offre	39
5.4.2	Méthode de fixation du prix	39
5.4.3	Procédure de publication du prix de l'offre	39
5.4.4	Disparité de prix	41
5.5	PLACEMENT ET PRISE FERME	42
5.5.1	Coordonnées du Chef de File et Teneur de Livre	42
5.5.2	Coordonnées des intermédiaires chargés du service financier et des dépositaires dans chaque pays concerné	42
5.5.3	Contrat de placement - Garantie	42
5.5.4	Date du Contrat de Placement	42
5.6	INSCRIPTION AUX NÉGOCIATIONS ET MODALITÉS DE NÉGOCIATION	42
5.6.1	Admission aux négociations sur un marché de croissance	42
5.6.2	Place de cotation	42
5.6.3	Offres simultanées d'actions de la Société	42
5.6.4	Contrat de liquidité	42
5.6.5	Stabilisation - Interventions sur le marché	43
5.6.6	Clause d'Extension et Option de Surallocation	43
5.7	DÉTENTEURS DE VALEURS MOBILIÈRES SOUHAITANT LES VENDRE	44
5.7.1	Nom et adresse de toute personne ou entité offrant de vendre ses valeurs mobilières	44
5.7.2	Nombre et catégorie de valeurs mobilières offertes	45
5.7.3	Engagements d'abstention et de conservation	46
5.8	DILUTION	46
5.8.1	Impact de l'offre sur la répartition du capital et des droits de vote	46
5.8.2	Incidence de l'émission sur la situation de l'actionnaire et sur la quote part des capitaux propres	48

REMARQUES GENERALES

Dans la Note d'Opération, sauf indication contraire, les termes « Société » ou « LARGO » ont la même signification que celle donnée dans le Document d'enregistrement.

Informations prospectives

Le Prospectus contient des indications sur les perspectives et la stratégie de développement de la Société. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel ou de termes à caractère prospectif tels que « considérer », « envisager », « penser », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entendre », « devoir », « ambitionner », « estimer », « croire », « souhaiter », « pouvoir », ou, le cas échéant, la forme négative de ces mêmes termes, ou, encore, toute autre variante ou expression similaire. L'attention du lecteur est attirée sur le fait que ces objectifs et ces axes de développement dépendent de circonstances ou de faits dont la survenance ou la réalisation est incertaine. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront, que les hypothèses seront vérifiées ou que les objectifs seront atteints. Ces informations sont fondées sur des données, des hypothèses et des estimations considérées comme raisonnables par la Société. Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement technologique, économique, financier, concurrentiel et réglementaire. Ces informations sont mentionnées dans différents paragraphes du Prospectus et contiennent des données relatives aux intentions, aux estimations et aux objectifs de LARGO concernant, notamment les marchés, les produits, la stratégie, le déploiement commercial, la croissance, les résultats, la situation financière et la trésorerie de la Société. Les informations prospectives mentionnées dans le Prospectus sont données uniquement à la date d'approbation du Prospectus. Sauf obligation légale ou réglementaire qui s'appliquerait (notamment le règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché), la Société ne prend aucun engagement de publier des mises à jour des informations prospectives contenues dans le Prospectus afin de refléter tout changement affectant ses objectifs ou les événements, conditions ou circonstances sur lesquels sont fondées les informations prospectives contenues dans le Prospectus. La Société opère dans un environnement caractérisé par une concurrence forte et de permanentes évolutions. Elle peut donc ne pas être en mesure d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité, leur impact potentiel sur son activité ou encore dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des résultats significativement différents de ceux mentionnés dans toute information prospective, étant rappelé qu'aucune de ces informations prospectives ne constitue une garantie de résultats réels.

Informations sur le marché et la concurrence

Le Prospectus contient, notamment en section 2.2 « Aperçu des activités » du Document d'enregistrement, des informations relatives à l'activité menée par la Société et à sa position concurrentielle. Certaines informations contenues dans le Prospectus sont des informations publiquement disponibles que la Société considère comme fiables mais qui n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant. La Société ne peut garantir qu'un tiers utilisant des méthodes différentes pour réunir, analyser ou calculer des données sur les segments d'activités obtiendrait les mêmes résultats. Compte-tenu d'un environnement concurrentiel particulièrement actif, il est possible que ces informations s'avèrent erronées ou ne soient plus à jour. L'activité de la Société pourrait en conséquence évoluer de manière différente de celle décrite dans le Prospectus. La Société ne prend aucun engagement de publier des mises à jour de ces informations, excepté dans le cadre de toute obligation législative ou réglementaire qui lui serait applicable, et notamment le règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché.

Facteurs de risques

Les investisseurs sont invités à prendre attentivement en considération les facteurs de risques décrits au chapitre 2 « Facteurs de risques » de la présente Note d'Opération et au chapitre 3 du Document d'enregistrement avant de prendre leur décision d'investissement. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet négatif sur les activités, la situation, les résultats financiers de la Société ou la réalisation de ses objectifs. Par ailleurs, d'autres risques non encore actuellement identifiés ou considérés comme significatifs par la Société pourraient avoir le même effet négatif et les investisseurs pourraient perdre tout ou partie de leur investissement.

Arrondis

Certaines données chiffrées (y compris les données exprimées en milliers ou en millions) et pourcentages présentés dans le Prospectus ont fait l'objet d'arrondis. Le cas échéant, les totaux présentés dans le Prospectus peuvent légèrement différer de ceux qui auraient été obtenus en additionnant les valeurs exactes (non arrondies) de ces données chiffrées.

RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

Section 1 – INTRODUCTION ET AVERTISSEMENTS

1.1	Identification des valeurs mobilières offertes Libellé pour les actions : LARGO - Code ISIN : FR0013308582 – Code Mnémonique : ALLGO
1.2	Identification de l'émetteur Le siège social de la Société est situé au 4 rue Jean Mermoz - 44980 Sainte Luce sur Loire, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nantes sous le numéro 821 173 572. Contact : contact@largo-france.fr - Site Internet : www.largo-france.fr - Code LEI : 969500NKTBKWRR93CY32
1.3	Identité et coordonnées de l'autorité compétente qui a approuvé le Prospectus Autorité des marchés financiers (AMF) 17, place de la Bourse - 75082 Paris Cedex 02
1.4	Date d'approbation du Prospectus L'Autorité des marchés financiers a approuvé le prospectus sous le N° 21-096 le 6 avril 2021.
1.5	Avvertissements Ce résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus. <ul style="list-style-type: none"> - Toute décision d'investir dans les titres financiers qui font l'objet de l'offre au public demandée doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus par l'investisseur ; - L'investisseur peut perdre tout ou partie du capital investi ; - Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le Prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres de l'Union Européenne ou parties à l'accord sur l'Espace Économique Européen, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus avant le début de la procédure judiciaire ; - Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris, le cas échéant, sa traduction, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou incohérent par rapport aux autres parties du Prospectus ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus, les informations clés permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans ces titres financiers.

Section 2 – INFORMATIONS CLES SUR L'EMETTEUR

2.1	<p>Qui est l'émetteur des valeurs mobilières ? L'émetteur est la société LARGO SA, société anonyme à conseil d'administration de droit français dont le siège social est sis 4 rue Jean Mermoz - 44980 Sainte Luce sur Loire. Droit applicable : droit français. Pays d'origine : France. Fondé en 2016 par Christophe Brunot et Frédéric Gandon, Largo est un acteur engagé de l'économie circulaire dans la téléphonie mobile. La Société répond à la demande croissante des besoins en smartphones reconditionnés de la part des distributeurs et des consommateurs, lesquels trouvent en ce nouveau type d'équipements une alternative économique et écologique particulièrement attractive. S'appuyant sur une expérience dans la téléphonie mobile de près de 20 ans de chacun de ses fondateurs, à la fois dans des réseaux de vente (distributeurs spécialisés et boutiques d'opérateurs) et dans la réparation des mobiles, Largo a développé en quelques années seulement une offre totalement intégrée d'équipements numériques reconditionnés. Principalement constituée de smartphones de marque Apple et Samsung, ainsi que de tablettes et ordinateurs portables, l'offre est complétée par un ensemble de services associés (SAV, réparations...) et la vente d'accessoires neufs. Le processus de reconditionnement est effectué intégralement en France au sein de sa nouvelle usine inaugurée fin 2018 d'une capacité de reconditionnement de 20 000 produits par mois. Le sourcing des produits à reconditionner est assuré auprès de deux sources complémentaires : les brokers américains (et européens) qui représentent 80% des volumes achetés en 2020 et la reprise (buy back) qui représente 20% du sourcing. Avec une croissance annuelle moyenne des ventes de 20% depuis sa création, Largo a déjà commercialisé un total de près de 140 000 smartphones reconditionnés, dont près de 46 000 pour la seule année 2020 au titre de laquelle le chiffre d'affaires s'est établi à près de 10,3 M€ marquant une nouvelle progression de 11% malgré la crise sanitaire. La répartition de l'actionariat de la Société à la date du visa sur le Prospectus est la suivante :</p> <table border="1" style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <thead> <tr> <th rowspan="2"></th> <th colspan="2">Capital actuel</th> </tr> <tr> <th>Nombre d'actions et de droits de vote</th> <th>% du capital et des droits de vote</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>LARGO GROUP SAS ⁽¹⁾</td> <td style="text-align: right;">1 093 900</td> <td style="text-align: right;">56,44%</td> </tr> <tr> <td>FERTILEM</td> <td style="text-align: right;">97 200</td> <td style="text-align: right;">5,01%</td> </tr> <tr> <td>Business angels du réseau ABAB ⁽²⁾</td> <td style="text-align: right;">457 700</td> <td style="text-align: right;">23,61%</td> </tr> <tr> <td>Autres business angels ⁽³⁾</td> <td style="text-align: right;">228 500</td> <td style="text-align: right;">11,79%</td> </tr> <tr> <td>Investisseurs financiers ⁽⁴⁾</td> <td style="text-align: right;">134 700</td> <td style="text-align: right;">6,95%</td> </tr> <tr> <td>Salariés ⁽⁵⁾</td> <td style="text-align: right;">23 400</td> <td style="text-align: right;">1,21%</td> </tr> <tr> <td>TOTAL</td> <td style="text-align: right;">1 938 200</td> <td style="text-align: right;">100,00%</td> </tr> </tbody> </table> <p>(1) Holding des fondateurs Christophe BRUNOT (Président Directeur Général de LARGO), Frédéric GANDON (Directeur général délégué de LARGO) et Jérôme MORCELLO via sa holding Gavrinis (associé fondateur de LARGO), détenant chacun 33,3% du capital. (2) Groupe composé de 45 actionnaires, réunis dans le réseau Atlantique Business Angel Booster (ABAB) et dont le plus important, Fertilem, détient 5,01% du capital. (3) Soit 6 actionnaires dont aucun ne détient plus de 4,33% du capital. (4) Soit 2 actionnaires investisseurs financiers dont aucun ne détient plus de 3,86% du capital. (5) Soit 5 actionnaires salariés dont aucun ne détient plus de 0,77% du capital.</p> <p>La direction de la Société est assurée par Monsieur Christophe BRUNOT en qualité de Président Directeur Général et Monsieur Frédéric GANDON en qualité de Directeur général délégué. Après prise en compte des droits de vote doubles, LARGO GROUP détiendrait 56,15% des droits de vote en cas d'offre à 75% et 45,55% en cas d'offre à 100% avec la clause d'extension et l'option de surallocation.</p>		Capital actuel		Nombre d'actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote	LARGO GROUP SAS ⁽¹⁾	1 093 900	56,44%	FERTILEM	97 200	5,01%	Business angels du réseau ABAB ⁽²⁾	457 700	23,61%	Autres business angels ⁽³⁾	228 500	11,79%	Investisseurs financiers ⁽⁴⁾	134 700	6,95%	Salariés ⁽⁵⁾	23 400	1,21%	TOTAL	1 938 200	100,00%
	Capital actuel																										
	Nombre d'actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote																									
LARGO GROUP SAS ⁽¹⁾	1 093 900	56,44%																									
FERTILEM	97 200	5,01%																									
Business angels du réseau ABAB ⁽²⁾	457 700	23,61%																									
Autres business angels ⁽³⁾	228 500	11,79%																									
Investisseurs financiers ⁽⁴⁾	134 700	6,95%																									
Salariés ⁽⁵⁾	23 400	1,21%																									
TOTAL	1 938 200	100,00%																									
2.2	<p>Quelles sont les informations financières clés concernant l'émetteur ? Les éléments chiffrés ci-après sont présentés en normes comptables françaises.</p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="text-align: center;">Compte de résultat</td> <td style="text-align: center;">Indicateurs alternatifs</td> </tr> </table>	Compte de résultat	Indicateurs alternatifs																								
Compte de résultat	Indicateurs alternatifs																										

(En K€)	Exercice 2020	Exercice 2019 publié	Exercice 2019 retraité *
Chiffre d'affaires	10 288	9 302	9 302
Résultat d'exploitation	(2 013)	(1 033)	(1 290)
Résultat exceptionnel *	(272)	(5)	(5)
Résultat net	(2 376)	(963)	(1 220)

(*) Le résultat net de l'exercice 2020 a été impacté par deux

corrections d'erreurs comptabilisées en résultat exceptionnel relative à la régularisation du montant du stock à l'ouverture pour 135 K€ et à la comptabilisation en 2020 d'une facture d'achat de mobiles 2019

pour 122 K€. Les données « 2019 retraitées » tiennent compte de l'impact de ces corrections.

En K€	Exercice 2020	Exercice 2019	Exercice 2019 retraité
Marge brute	1 294	1 953	1 831
Marge brute après coûts de reconditionnement	525	1 145	1 023
EBITDA	(1 713)	(875)	(998)

Bilan

(En K€)	Exercice 2020	Exercice 2019
Actif immobilisé	863	702
Total actif circulant	4 673	4 548
<i>Dont stocks</i>	2 700	2 419
<i>Dont créances clients</i>	424	717
<i>Dont autres Créances</i>	1 005	868
<i>Dont trésorerie</i>	362	371
TOTAL ACTIF	5 537	5 249
Capitaux propres	(1 274)	719
Total dettes	6 761	4 530
<i>Dont emprunt obligataire convertible</i>	450	450
<i>Dont dettes financières</i>	2 817	1 611
<i>Dont dettes fournisseurs</i>	2 820	2 098
TOTAL PASSIF	5 537	5 249

Tableau des flux de trésorerie

(En K€)	Exercice 2020	Exercice 2019
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(1 276)	(1 972)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(323)	(137)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	1 544	2 208
Variation de trésorerie	(56)	98

Depuis le 31 décembre 2020, la Société a émis un emprunt obligataire convertible (OC 2021) dont les fonds ont été encaissés le 23 février 2021 d'un montant de 766 K€ dont 216 K€ (200 K€ majoré de la prime de non-conversion) par incorporation d'une créance issue du remboursement anticipé d'une partie de l'emprunt obligataire convertible émis en 2019 (OC 2019) de 450 K€. Dans le cadre de l'introduction, il est prévu que

a) Le solde de l'OC 2019 (soit 250 K€), fasse l'objet d'un remboursement anticipé en numéraire grâce à une partie des fonds levés ;

b) L'OC 2021 fera l'objet d'un remboursement anticipé obligatoire étant précisé que les porteurs se sont engagés à souscrire à la présente levée de fonds par incorporation de leurs créances résultant de ce remboursement (intérêts et prime de non-conversion de 25% incluse), soit un montant total de 965 K€.

L'endettement financier net est le suivant au 31 décembre 2020 et à la date d'approbation du Prospectus :

(En K€)	Exercice 2020	A la date d'approbation du Prospectus	(En K€)	Exercice 2020	A la date d'approbation du Prospectus
Disponibilités	362	583			
Trésorerie disponible	362	583			
OC 2019	0	0	OC 2019	450	250
OC 2021	0	0	OC 2021	0	766
Emprunts bancaires (Part < 1 an)	231	231	Emprunts bancaires (part>1an)	1 669	1 669
Concours bancaires	847	847	Endettement financier - Part non courante	2 119	2 685
Endettement financier - Court terme (A)	1 078	1 078	Endettement financier (A) + (B)	3 197	3 763
			Endettement financier net	2 835	3 180

A ce jour, la Société est confrontée à un risque de liquidité au regard de son rythme actuel de développement et considère ne pas être capable de faire face à ses échéances au cours des 12 prochains mois, ce point faisant l'objet d'une mention relative à l'incertitude liée à la continuité d'exploitation du commissaire aux comptes dans son rapport sur les comptes 2020.

2.3 Quels sont les principaux risques spécifiques à l'émetteur ?

Intitulé du risque	Evaluation du risque
Risque de liquidité. La Société considère être exposée à un risque de liquidité, et sera confrontée dès le mois d'août 2021 à un besoin de trésorerie d'environ 70K€ et à un besoin de financement maximal d'environ 200K€ sur les 12 prochains mois	Elevé
Risque lié à l'endettement et aux garanties données. A la date d'approbation du Prospectus, l'endettement financier net de la Société s'élève à 3 180 K€. Des nantisements de fonds de commerce ont été accordés en garantie de certains emprunts, ce qui pourrait entraîner la perte de contrôle du fonds de commerce en cas de défaut de paiement	Elevé
Risque lié à la capacité d'approvisionnements en équipements à reconditionner	Moyen
Risque lié aux éléments incorporels (notoriété, marque, réputation...)	Moyen
Risque lié aux réglementations applicables (DEEE et RGPD)	Moyen
Risque lié au litige en cours sur l'application de la redevance pour copie privée aux produits reconditionnés. La société Copie France sollicite le paiement d'une redevance pour copie privée sur les produits reconditionnés et a assigné plusieurs acteurs du marché du reconditionnement, dont Largo. Cette demande porte sur le montant de la redevance calculée rétroactivement sur l'ensemble des ventes déjà réalisées à ce jour soit un montant de 806 K€ Si cette redevance devait s'appliquer sur les ventes futures, l'impact serait une augmentation non significative des prix de vente.	Moyen
Risque lié à une concurrence activé sur un marché en phase de structuration	Moyen
Risque lié au BFR structurel inhérent à l'activité	Moyen
Risque lié à la dépendance vis-à-vis d'hommes clés	Moyen

Section 3 – INFORMATIONS CLES CONCERNANT LES VALEURS MOBILIERES

3.1 Quelles sont les principales caractéristiques des valeurs mobilières ?

	<p>3.1.1 Nature et catégorie des valeurs mobilières – Code ISIN L'offre porte sur des actions ordinaires dont le code ISIN est FR0013308582 - code mnémorique ALLGO.</p> <p>3.1.2 Devise d'émission- Dénomination, valeur nominale des actions et nombre de valeurs mobilières émises et leur échéance Devis d'émission : euro Valeur nominale des actions : 0,02 euro L'offre de valeurs mobilières (ci-après « l'Offre ») porte sur un maximum de 1 938 636 actions à provenir : - D'une offre initiale (l'« Offre Initiale ») portant sur : 1. L'émission d'un nombre initial de 1 291 990 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires à souscrire en numéraire et/ou par compensation de créances par voie d'offre au public (les « Actions Nouvelles ») ; 2. La cession d'un maximum de 196 145 actions cédées par certains 37 actionnaires actuels selon la répartition décrite en section 4.3 du résumé du Prospectus (les « Actions Cédées ») étant précisé que l'émission de titres sera prioritaire par rapport aux cessions d'actions ; - De l'émission d'un nombre maximum de 223 220 actions nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension portant le nombre d'Actions Nouvelles à un nombre maximum de 1 515 210). Les actions nouvelles émises sont calculées sur la base du nombre d'actions offertes dans l'Offre Initiale ; et - De l'émission d'un nombre maximum de 227 281 actions nouvelles en cas d'exercice en totalité de l'Option de Surallocation (les « Actions Nouvelles Supplémentaires », le nombre d'actions nouvelles émises est calculé sur la base de la somme des actions nouvelles de l'Offre Initiale et des actions nouvelles émises dans le cadre de la Clause d'Extension.</p> <p>L'articulation chronologique de l'Offre est la suivante : 1. Emission des Actions Nouvelles dans l'Offre Initiale : 100% de ces Actions Nouvelles sont servies en priorité 2. Cession des actions dans l'Offre Initiale : Les cessions auront lieu uniquement si 100% des Actions Nouvelles ont été émises (parmi les cédants, ceux ayant souscrit à l'augmentation de capital de 2017 seront prioritaires par rapport à ceux ayant souscrit à l'augmentation de capital de 2019) 3. Emission des Actions Nouvelles dans le cadre de la Clause d'Extension : la Clause d'Extension ne sera effective que si les cessions sont réalisées à 100% 4. Emission des Actions Nouvelles Supplémentaires dans le cadre de l'Option de Surallocation Les Actions Nouvelles, les Actions Nouvelles Supplémentaires et les Actions Cédées prises ensemble, sont définies comme les « Actions Offertes »</p> <p>3.1.3 Droits attachés aux valeurs mobilières Les principaux droits attachés aux Actions Offertes sont : droit à dividendes, droit de vote (dont droit de vote double en cas de détention au nominatif pendant au moins 2 ans, étant précisé que la durée d'inscription sous la forme nominative antérieure à la date d'inscription des actions aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris sera prise en compte), droit préférentiel de souscription de titres de même catégorie, droit de participation aux bénéfices de la Société et droit de participation à tout excédent en cas de liquidation.</p> <p>3.1.4 Restrictions Aucune clause statutaire ne restreint la libre négociation des actions composant le capital de la Société.</p> <p>3.1.5 Rang relatif des valeurs mobilières dans la structure du capital de l'émetteur en cas d'insolvabilité Il s'agit d'actions ordinaires (la Société n'ayant émis que des actions ordinaires)</p> <p>3.1.6 Politique de dividende ou de distribution Il n'est pas prévu d'initier une politique de versement de dividende à court terme.</p>												
3.2	<p>Où les valeurs mobilières seront-elles négociées ? Les titres de la Société dont l'inscription aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris est demandée sont : 1 L'ensemble des actions ordinaires composant le capital social, soit 1 938 200 actions de 0,02 euro chacune de valeur nominale, intégralement souscrites et entièrement libérées (les « Actions Existantes ») incluant les 196 145 Actions Existantes maximum qui seront cédées dans le cadre de l'Offre (se reporter en section 4.3 du résumé du Prospectus ci-dessous) ; 2 Les Actions Nouvelles dont le nombre maximal s'établit à 1 515 210 (se reporter en section 3.1.2 ci-dessus) ; et 3 Les Actions Nouvelles Supplémentaires dont le nombre maximal s'établit à 227 281 (se reporter en section 3.1.2 ci-dessus) A la date de l'inscription aux négociations, les actions de la Société seront toutes de même catégorie et de même valeur nominale.</p> <p>Date de jouissance : Les Actions Offertes seront assimilables dès leur émission aux Actions Existantes. Elles donneront droit à tout dividende distribué par la Société à compter de leur date d'émission. Code ISIN : FR0013308582 Mnémorique : ALLGO ICB Classification : 10102030 - Computer Hardware Lieu de cotation : Euronext Growth Paris – Compartiment « Offre au public ». Aucune autre demande d'admission aux négociations sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation organisé n'a été formulée par la Société.</p>												
3.3	<p>Les valeurs mobilières font-elles l'objet d'une garantie L'émission ne fait pas l'objet d'une garantie. Néanmoins, la Société a reçu des engagements de souscriptions à l'Offre pour un montant total de 5,1 M€ (soit 29,3% de l'Offre). Ces engagements à tout prix seront alloués prioritairement. Se reporter aux sections « intentions de souscription des principaux actionnaires de la Société, des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance » et « disparité de prix ».</p>												
3.4	<p>Quels sont les principaux risques spécifiques aux valeurs mobilières ?</p> <table border="1" data-bbox="204 1749 1484 2036"> <thead> <tr> <th data-bbox="204 1749 1235 1805">Intitulé du risque</th> <th data-bbox="1235 1749 1484 1805">Evaluation du risque</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="204 1805 1235 1839">Risque relatif à l'évolution du cours de bourse et à une possible perte en capital</td> <td data-bbox="1235 1805 1484 1839">Elevé</td> </tr> <tr> <td data-bbox="204 1839 1235 1872">Le cours des actions de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante</td> <td data-bbox="1235 1839 1484 1872">Elevé</td> </tr> <tr> <td data-bbox="204 1872 1235 1906">La cession d'un nombre important d'actions de la Société pourrait avoir un impact significatif sur le cours de bourse des actions de la Société</td> <td data-bbox="1235 1872 1484 1906">Moyen</td> </tr> <tr> <td data-bbox="204 1906 1235 2007">Risque lié à l'insuffisance des souscriptions et à l'annulation de l'Offre. Si le montant des ordres de souscription n'atteignait pas un minimum de 75% du montant de l'émission initialement prévue, l'Offre serait annulée et la Société devrait se tourner vers d'autres financements pour financer sa stratégie. En cas d'Offre à 75%, la Société sollicitera des financements bancaires non dilutifs pour financer la réalisation de son plan de développement</td> <td data-bbox="1235 1906 1484 2007">Moyen</td> </tr> <tr> <td data-bbox="204 2007 1235 2036">La non-signature ou la résiliation du contrat de placement entraînerait l'annulation de l'Offre</td> <td data-bbox="1235 2007 1484 2036">Faible</td> </tr> </tbody> </table>	Intitulé du risque	Evaluation du risque	Risque relatif à l'évolution du cours de bourse et à une possible perte en capital	Elevé	Le cours des actions de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante	Elevé	La cession d'un nombre important d'actions de la Société pourrait avoir un impact significatif sur le cours de bourse des actions de la Société	Moyen	Risque lié à l'insuffisance des souscriptions et à l'annulation de l'Offre. Si le montant des ordres de souscription n'atteignait pas un minimum de 75% du montant de l'émission initialement prévue, l'Offre serait annulée et la Société devrait se tourner vers d'autres financements pour financer sa stratégie. En cas d'Offre à 75%, la Société sollicitera des financements bancaires non dilutifs pour financer la réalisation de son plan de développement	Moyen	La non-signature ou la résiliation du contrat de placement entraînerait l'annulation de l'Offre	Faible
Intitulé du risque	Evaluation du risque												
Risque relatif à l'évolution du cours de bourse et à une possible perte en capital	Elevé												
Le cours des actions de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante	Elevé												
La cession d'un nombre important d'actions de la Société pourrait avoir un impact significatif sur le cours de bourse des actions de la Société	Moyen												
Risque lié à l'insuffisance des souscriptions et à l'annulation de l'Offre. Si le montant des ordres de souscription n'atteignait pas un minimum de 75% du montant de l'émission initialement prévue, l'Offre serait annulée et la Société devrait se tourner vers d'autres financements pour financer sa stratégie. En cas d'Offre à 75%, la Société sollicitera des financements bancaires non dilutifs pour financer la réalisation de son plan de développement	Moyen												
La non-signature ou la résiliation du contrat de placement entraînerait l'annulation de l'Offre	Faible												

Section 4 – INFORMATIONS CLES SUR L'OFFRE DE VALEURS MOBILIERES

4.1 A quelles conditions et selon quel calendrier puis-je investir dans cette valeur mobilière ?

Structure de l'Offre

Il est prévu que la diffusion des Actions Offertes soit réalisée dans le cadre d'une offre globale (l'« Offre »), comprenant :

- une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« Offre à Prix Ouvert » ou « OPO »), étant précisé que :
 - les ordres seront décomposés en fonction du nombre de titres demandés : fraction d'ordre A1 (de 1 action jusqu'à 200 actions incluses) et fraction d'ordre A2 (au-delà de 200 actions) ;
 - les fractions d'ordre A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel par rapport aux fractions d'ordre A2 dans le cas où tous les ordres ne pourraient pas être entièrement satisfaits ;
- un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels (le « Placement Global ») comportant :
 - un placement en France ; et
 - un placement privé international dans certains pays, en dehors, notamment, des Etats-Unis d'Amérique, du Japon, du Canada et de l'Australie.

Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10% du nombre d'actions offertes dans le cadre de l'Offre (avant exercice éventuel de la Clause d'Extension).

Fourchette indicative de prix

Le prix des actions offertes dans le cadre de l'OPO sera égal au prix des actions offertes dans le cadre du Placement Global (le « Prix de l'Offre »). Le Prix de l'Offre pourrait se situer dans une fourchette comprise entre 9,87 euros et 13,35 euros par action, fourchette arrêtée par le Conseil d'administration de la Société lors de sa réunion en date du 1er avril 2021 (la « Fourchette Indicative du Prix de l'Offre »). **Cette information est donnée à titre purement indicatif et ne préjuge en aucun cas du Prix de l'Offre qui pourra être fixé en dehors de cette Fourchette Indicative.**

Méthodes de fixation du Prix de l'Offre

Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé par le Conseil d'administration le 20 avril 2021 selon le calendrier indicatif. Il résultera de la confrontation de l'offre des actions et des demandes émises par les investisseurs dans le cadre du Placement Global, selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels.

Produit brut et produit net de l'Offre – Dépenses liées à l'émission

Sur la base du prix médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, soit 11,61 euros :

(Base milieu de Fourchette de Prix - en K€)	Produit brut	Produit net	Produit net new cash (Hors souscription par compensation de créances)
Emission à 75%*	9 564	8 418	7 456
Emission dans l'Offre Initiale à 100%	15 000	13 593	12 630
Emission à 100% (après exercice de la Clause d'Extension)	17 592	16 061	15 099
Emission à 100% (après exercice de la Clause d'Extension et Option de Surallocation)	20 230	18 608	17 645
Montant des cessions dans l'Offre Initiale	2 277		

*En cas de limitation de l'Offre à 75%, les montants sont calculés sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, soit 9,87 euros.

Les dépenses estimées dans le cadre de l'Offre Initiale s'élèvent à 1,4 M€ (hors frais imputables aux cessions).

Il est précisé que seul le produit net résultant de l'émission des Actions Nouvelles sera versé à la Société, le produit net des cessions évoquées ci-dessus revenant aux actionnaires existants cédants. Aucun frais ne sera supporté par l'investisseur. Les cessions n'interviendront pas dans le cas d'une émission à 75%, elles ne seront effectives que dans le cas d'émission à 100%.

Principales dates du calendrier prévisionnel de l'Offre

6 avril 2021	Approbation du Prospectus par l'AMF.
7 avril 2021	Communiqué de presse annonçant l'opération ; Diffusion par Euronext de l'avis relatif à l'ouverture de l'OPO et du Placement Global ; Ouverture de l'OPO et du Placement Global.
19 avril 2021	Clôture de l'OPO à 17h00 (heure de Paris) pour les souscriptions au guichet et à 20h00 (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet.
20 avril 2021	Clôture du Placement Global à 12h00 (heure de Paris) ; Fixation du Prix de l'Offre et exercice éventuel de la Clause d'Extension ; Avis Euronext relatif au résultat de l'OPO et du Placement Global ; Communiqué de presse indiquant le Prix de l'Offre et le résultat de l'OPO et du Placement Global ; Signature du Contrat de Placement ; Première cotation des actions de la Société sur le marché Euronext Growth à Paris ;
22 avril 2021	Règlement-livraison des actions dans le cadre de l'OPO et du Placement Global. Début de la période de stabilisation éventuelle.
23 avril 2021	Inscription et début des négociations des actions de la Société sur le marché Euronext Growth à Paris.
22 mai 2021	Date limite de l'exercice de l'Option de Surallocation Fin de la période de stabilisation éventuelle.

Modalités de souscription

L'émission objet de l'Offre est réalisée sans droit préférentiel de souscription.

Les personnes désirant participer à l'Offre à Prix Ouvert devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 19 avril 2021 à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet.

Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par le Chef de File et Teneur de Livre au plus tard le 20 avril 2021 à 12 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée.

Chef de file et Teneur de Livre

Portzamparc - Groupe BNP Paribas - 1 boulevard Hausmann, 75009 Paris.

Révocation des ordres

Les ordres de souscription passés par les particuliers par Internet dans le cadre de l'OPO seront révocables, par Internet, jusqu'à la clôture de l'OPO (le 19 avril 2021 à 20h00 (heure de Paris)). Il appartient aux particuliers de se rapprocher de leur intermédiaire financier afin de vérifier, d'une part, les modalités de révocation des ordres passés par Internet et, d'autre part, si les ordres transmis par d'autres canaux sont révocables et dans quelles conditions. Tout ordre émis dans le cadre du Placement Global pourra être révoqué exclusivement auprès du Chef de File et Teneur de Livre ayant reçu cet ordre et ce jusqu'au 20 avril 2021 à 12h00 (heure de Paris), sauf clôture anticipée ou prorogation.

Dilution potentielle susceptible de résulter de l'Offre initiale hors cessions

- **Sur les capitaux propres par action et sur la participation des actionnaires (qui ne souscriraient pas à l'Offre)**

(en euro par action)	Capitaux propres ⁽¹⁾ par action au 31 décembre 2020		Participation de l'actionnaire	
	Base non diluée	Base diluée ⁽²⁾	Base non diluée	Base diluée ⁽²⁾
Avant l'Offre	-0,66 €	-0,66 €	1,00%	1,00%
Après l'Offre à 100%	4,25 €	4,25 €	0,60%	0,60%
Après l'Offre en cas d'exercice de la Clause d'Extension	5,11 €	5,11 €	0,56%	0,56%
Après l'Offre en cas d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation	5,51 €	5,51 €	0,53%	0,53%
Après l'Offre à 75%	2,85 €	2,85 €	0,67%	0,67%

(1) Hors imputation des frais sur la prime d'émission

(2) Il n'existe pas d'instrument dilutif à ce jour.

Intentions de souscription des principaux actionnaires de la Société, des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance

A l'exception d'Olivier Blanchard (administrateur) qui s'est engagé à souscrire par compensation de sa créance née du remboursement anticipé des OCA 2021 pour 62,5 K€ (se reporter en section 4.2 du résumé de la Note d'opération sur la disparité de prix), ni les autres membres du conseil d'administration, ni les dirigeants ne souscriront pas à l'Offre.

La Société a reçu des engagements de souscription à hauteur de 5,1 M€ (soit 29,3 % du montant de l'Offre initiale) résumés dans le tableau ci-dessous :

Engagements de souscription	Compensation de créances	En numéraire	Total
Actionnaires Existants			
Pays de Loire Participations	269 819 €		269 819 €
Sous-Total	269 819 €	- €	269 819 €
Nouveaux Actionnaires			
Olivier Blanchard	62 983 €		62 983 €
Aurore Invest		300 000 €	300 000 €
IMHOTEL		300 000 €	300 000 €
CELY Finance		1 000 000 €	1 000 000 €
Fonds gérés par Vatel Capital	629 833 €	2 500 000 €	3 129 833 €
Sous-Total	692 817 €	4 100 000 €	4 792 817 €
TOTAL	962 635	4 100 000	5 062 635
% de l'Offre Initiale (sur la base du Prix Médian)			29,3%

Engagement d'abstention de la Société

180 jours à compter du règlement-livraison des Actions Nouvelles, objet de la présente Note d'opération.

Engagements de conservation pris par certains actionnaires et porteurs d'OC

Un ensemble d'actionnaires représentant ensemble 64% du capital de la Société avant l'Offre (dont Largo Group à hauteur de 56,4%) a souscrit, un engagement de conservation d'une période de 365 jours calendaires à compter de la date du règlement-livraison de l'Offre portant sur 100% des actions qu'ils détiennent au jour de la signature de leurs engagements (Les Actions Détenues) (à l'exception des actions susceptibles d'être cédées dans la présente Offre). Les porteurs d'OC 2021 qui se verront attribuer des actions par compensation des créances issues du remboursement anticipé de leurs OC 2021 ont souscrit le même engagement de conservation.

Un ensemble d'actionnaires, représentant ensemble 36% du capital de la Société avant l'Offre a souscrit un engagement de conservation d'une période de 365 jours calendaires à compter de la date du règlement-livraison de l'Offre portant sur 100% des actions qu'ils détiennent au jour de la signature de leurs engagements (Les Actions Détenues) (à l'exception des actions susceptibles d'être cédées dans la présente Offre), à l'exception :

- De la cession ou transfert de tout ou partie des actions objet du présent engagement de conservation qui sera possible dès lors que le prix de l'opération de cession ou de transfert considéré s'effectue à un prix strictement supérieur à 125% du prix unitaire de l'action de la Société retenu dans le cadre de l'Introduction (le "Prix de l'Offre").

Outre cette exception, tous les engagements de conservation sont pris sous réserve de certaines exceptions usuelles telles que des cessions à un tiers préalablement autorisées par le Chef de File Teneur de Livre pouvant s'accompagner de la reprise de l'engagement par le cessionnaire sur la durée restant à courir de l'engagement initial, l'apport à une offre publique d'achat ou d'échange sur les actions de la Société, le transfert à une entité contrôlée.

4.2 Pourquoi ce Prospectus est-il établi ?

Raisons de l'Offre – Produit net estimé (hors Clause d'Extension et Option de Surallocation) – Utilisation des fonds

L'augmentation de capital financera le déploiement du plan stratégique de la Société. Le montant net estimé du produit, ventilé selon les principales utilisations prévues est présenté par ordre décroissant de priorité de ces dernières. Le produit net estimé de l'Offre s'élève à 13,6 M€ pour la part afférente aux Actions Nouvelles (sur la base du Prix Médian de la fourchette de prix) dont 963 K€ seront souscrits par compensation de créances issues du remboursement anticipé de l'emprunt obligataire de février 2021. Le solde de ce produit net, pour la part souscrite en numéraire, soit 12,2 M€ et après financement des besoins de trésorerie identifiés pour les 12 prochains mois (200 K€) et remboursement à hauteur de 250 K€ du solde de l'OC émise en 2019 qui deviendra exigible de manière anticipée sera affecté au financement des objectifs suivants :

Conforter ses positions actuelles dans la distribution (de l'ordre de 20% des montants levés) Ce premier objectif porte sur la fidélisation et l'élargissement du portefeuille clients actuel pour augmenter sa part de marché dans la vente *retail* et aborder une première étape d'expansion internationale, avec l'Espagne comme zone prioritaire. A ce jour, plusieurs discussions sont engagées avec des prospects en France dont certains à un stade de négociation avancé. Pour l'international, la démarche commerciale sera indirecte en s'appuyant sur des agents commerciaux locaux.

Accélérer le déploiement de l'offre sur trois canaux de ventes supplémentaires

- **S'imposer comme un acteur-clé auprès des opérateurs (de l'ordre de 50% des montants levés)** : la priorité concerne le référencement auprès des opérateurs, en première ligne auprès des utilisateurs finaux pour promouvoir la vente de téléphones reconditionnés et qui constituent le principal vecteur de collecte des smartphones usagés avec une captation de près de 90%. Plusieurs discussions sont en cours avec d'autres acteurs français et étrangers (MEO au Portugal et Digicel dans la zone Caraïbes). Ces cibles présentent un double enjeu : accéder à des volumes importants de ventes sur la base de plan d'approvisionnement généralement semestriel et intégrer leur programme de reprises pour diversifier le sourcing de la Société et renforcer la part de celui effectué en circuit court ;
- **Développer l'offre B-to-C initiée avec le lancement du site « rilax-mobile.fr » en novembre 2020 (de l'ordre de 15% des montants levés)** : la Société entend consacrer des moyens significatifs à cette vitrine digitale de la marque Keep Calm and Just Relax dont le potentiel apparaît très significatif. Une stratégie marketing offensive sera mise en œuvre afin d'augmenter le trafic, Une version enrichie destinée à améliorer l'expérience client ainsi qu'une version Allemande devraient être lancées au plus tard début 2022. A cette fin, la sélection d'une régie locale de référencement et le recrutement de collaborateurs bilingues dédiés à la hotline clients seront engagés ;
- **Commercialiser une offre B-to-B pour ancrer le recours aux équipements reconditionnés dans la politique RSE des entreprises (de l'ordre de 15% des montants levés)** : la Société mise sur le développement d'une offre dénommée « Blue Pearl » destinée au segment B-to-B, qu'elle a mis au point avec un partenaire (HAVETECH) dont elle sera le fournisseur exclusif d'équipements reconditionnés (smartphones, tablettes et accessoires). La Société détient 20% du capital d'HAVETECH avec laquelle elle a signé un accord de distribution qui stipule que la Société accorde à HAVETECH l'exclusivité de distribution de produits électroniques reconditionnés pour la clientèle B-to-B et qu'HAVETECH s'oblige à acquérir auprès de la Société la totalité des équipements électroniques qu'elle commercialise. Enfin, la Société a conclu un accord avec le 2^e actionnaire d'HAVETECH lui conférant une option d'achat pouvant porter sa participation à 49% au capital d'HAVETECH dans les 3 mois suivants l'approbation des comptes 2022. Plus de 9 millions de lignes mobiles sont souscrites par des professionnels en 2019, soit un parc de smartphones à peu près équivalent de 9 millions de smartphones (Source : Arcep). Cette nouvelle cible de clientèle pourrait permettre de développer la reprise de terminaux lors de renouvellement de flottes.

L'atteinte de ces objectifs requiert la mise en œuvre de moyens qui seront affectés au financement d'une augmentation attendue du besoin en fonds de roulement (de l'ordre de 6 M€), à des investissements relatifs à des équipements techniques (processus de reconditionnement, enrichissement du site Internet avec la vidéo de chaque produit et extension des capacités de production du site (environ 2M€), un plan de recrutement (constitution d'une équipe IT pour accompagner la relation commerciale avec les opérateurs en développant des outils d'interface avec leurs systèmes informatiques, renforcement de l'équipe commerciale et la consolidation de fonctions support (Fonction finance et RH notamment) (environ 1,5 M€) et enfin, des dépenses marketing de coûts d'acquisition clients et d'actions de notoriété pour promouvoir la Société et sa marque Keep Calm and Just Relax (enveloppe d'environ 2 M€).

La Société a l'ambition affichée d'atteindre un EBITDA à l'équilibre dès 2022 et le franchissement du cap des 70 M€ de chiffre d'affaires à l'horizon 2025 pour un EBITDA de 7%.

En cas de limitation de l'Offre à 75% (produit net estimé sur la base d'un Prix d'Offre en bas de fourchette de prix), la Société sollicitera des financements complémentaires bancaires et non dilutifs de l'ordre de 4M€ en s'appuyant sur la restauration de ses fonds propres suite à l'augmentation de capital objet de l'Offre. Le produit net à percevoir s'établira à 8,4 M€ dont :

- 963 K€ par compensation de créances liée à l'exigibilité des OC 2021
- 7,4 M€ en numéraire qui seraient affectés aux objectifs précédents dans sensiblement les mêmes proportions sans remettre en cause la stratégie ni la vitesse de son déploiement, les objectifs de chiffre d'affaires (70 M€) et d'EBITDA (7%) pour 2025 ne seraient ainsi pas remis en cause.

Contrat de placement

L'Offre fera l'objet d'un contrat de placement qui sera conclu entre le Chef de File et Teneur de Livre et la Société, portant sur l'intégralité des Actions Offertes. Ce contrat ne constitue pas une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce. En cas de non-signature ou de résiliation du contrat de placement, les ordres de souscription et l'Offre seraient rétroactivement annulés.

Prise ferme

Néant

Conflits d'intérêts

Olivier Blanchard (administrateur) va souscrire des actions avec un prix assorti d'une décote dans le cadre de la compensation de sa créance obligataire.

Disparité de prix

Juillet 2020 : Emission de 172 300 actions au prix unitaire de 2,32 € (données ajustées de la division du nominal par 100), soit une décote de 80% par rapport au Prix médian de la Fourchette de prix.

OCA 2021 : Compensation de créances liées au remboursement anticipé des OC émises en février 2021, faisant ressortir une décote de 20% par rapport au Prix de l'Offre.

En février 2021, la Société a émis un emprunt obligataire convertible (OC 2021) de 766 K€ dont le contrat d'émission prévoit en cas d'introduction en bourse une clause d'exigibilité anticipée obligatoire pour un montant égal à la somme du nominal de l'emprunt obligataire majoré des intérêts courus non échu et d'une prime de non-conversion de 25% (si l'introduction en bourse intervient au plus tard le 30 juin 2021), conduisant à la constatation d'une créance qui permettra aux obligataires de souscrire à l'Offre.

Le bénéfice de la prime de non-conversion permet aux obligataires de bénéficier indirectement d'une disparité de prix par rapport aux souscripteurs de la présente Offre faisant ressortir une décote de 20% par rapport au milieu de fourchette de prix. Sur la base d'un Prix d'Offre égal au milieu de la fourchette de prix, le nombre d'actions créées par compensation de créances sera de 82 914 actions.

4.3 Qui est l'offreur de valeurs mobilières (si différent de l'émetteur) ?

Des Actions Existantes seront cédées par 37 actionnaires actuels (hors notamment LARGO Group) dans le cadre de l'Offre Initiale. La cession la plus importante représente 33 350 titres. Les 196 145 titres à céder sont répartis comme suit : 105 195 titres pour le réseau ABAB, 60 250 titres pour les Autres business angels et 30 700 titres pour les Investisseurs financiers.

1 PERSONNES RESPONSABLES, INFORMATIONS DE TIERS, RAPPORTS D'EXPERTS ET APPROBATION DE L'AUTORITE COMPETENTE

1.1 PERSONNE RESPONSABLE DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS

Monsieur Christophe BRUNOT, Président-Directeur Général de LARGO SA.

1.2 DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU PROSPECTUS

« J'atteste que les informations contenues dans le présent Prospectus, sont à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. »

Le 6 avril 2021
Christophe BRUNOT
Président-Directeur Général

1.3 IDENTITE DE LA OU DES PERSONNES INTERVENANT EN QUALITE D'EXPERT

Néant.

1.4 INFORMATIONS PROVENANT D'UN TIERS

Néant.

1.5 DECLARATION RELATIVE AU PROSPECTUS

Le Prospectus a été approuvée par l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF »), en tant qu'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129 sous le N° 21-096 en date du 6 avril 2021 .

L'AMF n'approuve ce Prospectus qu'en tant que respectant les normes en matière d'exhaustivité, de compréhensibilité et de cohérence imposées par le règlement (UE) 2017/1129.

Cette approbation ne doit pas être considérée comme un avis favorable sur la qualité des valeurs mobilières faisant l'objet de ce Prospectus.

Les investisseurs sont invités à procéder à leur propre évaluation de l'opportunité d'investir dans les actions de la Société.

Le Prospectus a été établi pour faire partie d'un prospectus de croissance de l'Union conformément à l'article 15 du règlement (UE) 2017/1129.

1.6 INTERET DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'OFFRE

Olivier Blanchard (administrateur) va souscrire des actions avec un prix assorti d'une décote dans le cadre de la compensation de sa créance obligataire.

1.7 RAISONS DE L'OFFRE – UTILISATION DU PRODUIT DE L'OFFRE – DEPENSES LIEES A L'OFFRE

1.7.1 Raisons de l'Offre – Produit net estimé – Utilisation des fonds

L'augmentation de capital financera le déploiement du plan stratégique de la Société. Le montant net estimé du produit, ventilé selon les principales utilisations prévues est présenté par ordre décroissant de priorité de ces dernières. Le produit net estimé de l'Offre s'élève à 13,6 M€ pour la part afférente aux Actions Nouvelles (sur la base du Prix Médian de la fourchette de prix) dont 963 K€ seront souscrits par compensation de créances issues du remboursement anticipé de l'emprunt obligataire de février 2021. Le solde de ce produit net, pour la part souscrite en numéraire, soit 12,2 M€ et après financement des besoins de trésorerie identifiés pour les 12 prochains mois (200 K€) et remboursement à hauteur de 250 K€ du solde de l'OC émise en 2019 qui deviendra exigible de manière anticipée sera affecté au financement des objectifs suivants :

Conforter ses positions actuelles dans la distribution (de l'ordre de 20% des montants levés) Ce premier objectif porte sur la fidélisation et l'élargissement du portefeuille clients actuel pour augmenter sa part de marché dans la vente *retail* et aborder une première étape d'expansion internationale, avec l'Espagne comme zone prioritaire. A ce jour, plusieurs discussions sont engagées avec des prospects en France dont certains à un stade de négociation avancé. Pour l'international, la démarche commerciale sera indirecte en s'appuyant sur des agents commerciaux locaux.

Accélérer le déploiement de l'offre sur trois canaux de ventes supplémentaires

- **S'imposer comme un acteur-clé auprès des opérateurs (de l'ordre de 50% des montants levés)** : la priorité concerne le référencement auprès des opérateurs, en première ligne auprès des utilisateurs finaux pour promouvoir la vente de téléphones reconditionnés et qui constituent le principal vecteur de collecte des smartphones usagés avec une capture de près de 90%. Plusieurs discussions sont en cours avec d'autres acteurs français et étrangers (MEO au Portugal et Digicel dans la zone Caraïbes). Ces cibles présentent un double enjeu : accéder à des volumes importants de ventes sur la base de plan d'approvisionnement généralement semestriel et intégrer leur programme de reprises pour diversifier le sourcing de la Société et renforcer la part de celui effectué en circuit court ;
- **Développer l'offre B-to-C initiée avec le lancement du site « relax-mobile.fr » en novembre 2020 (de l'ordre de 15% des montants levés)** : la Société entend consacrer des moyens significatifs à cette vitrine digitale de la marque Keep Calm and Just Relax dont le potentiel apparaît très significatif. Une stratégie marketing offensive sera mise en œuvre afin d'augmenter le trafic, Une version enrichie destinée à améliorer l'expérience client ainsi qu'une version Allemande devraient être lancées au plus tard début 2022. A cette fin, la sélection d'une régie locale de référencement et le recrutement de collaborateurs bilingues dédiés à la hotline clients seront engagés ;
- **Commercialiser une offre B-to-B pour ancrer le recours aux équipements reconditionnés dans la politique RSE des entreprises (de l'ordre de 15% des montants levés)** : la Société mise sur le développement d'une offre dénommée « Blue Pearl » destinée au segment B-to-B, qu'elle a mis au point avec un partenaire (HAVETECH) dont elle sera le fournisseur exclusif d'équipements reconditionnés (smartphones, tablettes et accessoires). La Société détient 20% du capital d'HAVETECH avec laquelle elle a signé un accord de distribution qui stipule que la Société accorde à HAVETECH l'exclusivité de distribution de produits électroniques reconditionnés pour la clientèle B-to-B et qu'HAVETECH s'oblige à acquérir auprès de la Société la totalité des équipements électroniques qu'elle commercialise. Enfin, la Société a conclu un accord avec le 2^e actionnaire d'HAVETECH lui conférant une option d'achat pouvant porter sa participation à 49% au capital d'HAVETECH dans les 3 mois suivants l'approbation des comptes 2022. Plus de 9 millions de lignes mobiles sont souscrites par des professionnels en 2019, soit un parc de smartphones à peu près équivalent de 9 millions de smartphones (Source : Arcep). Cette nouvelle cible de clientèle pourrait permettre de développer la reprise de terminaux lors de renouvellement de flottes.

L'atteinte de ces objectifs requiert la mise en œuvre de moyens qui seront affectés au financement d'une augmentation attendue du besoin en fonds de roulement (de l'ordre de 6 M€), à des investissements relatifs à des équipements techniques (processus de reconditionnement, enrichissement du site Internet avec la vidéo de chaque produit et extension des capacités de production du site (environ 2M€), un plan de recrutement (constitution d'une équipe IT pour accompagner la relation commerciale avec les opérateurs en développant des outils d'interface avec leurs systèmes informatiques, renforcement de l'équipe commerciale et la consolidation de fonctions support (Fonction finance et RH notamment) (environ 1,5 M€) et enfin, des dépenses marketing de coûts d'acquisition clients et d'actions de notoriété pour promouvoir la Société et sa marque Keep Calm and Just Relax (enveloppe d'environ 2 M€).

La Société a l'ambition affichée d'atteindre un EBITDA à l'équilibre dès 2022 et le franchissement du cap des 70 M€ de chiffre d'affaires à l'horizon 2025 pour un EBITDA de 7%.

En cas de limitation de l'Offre à 75% (produit net estimé sur la base d'un Prix d'Offre en bas de fourchette de prix), la Société sollicitera des financements complémentaires bancaires et non dilutifs de l'ordre de 4M€ en s'appuyant sur la restauration de ses fonds propres suite à l'augmentation de capital objet de l'Offre. Le produit net à percevoir s'établira à 8,4 M€ dont :

- 963 K€ par compensation de créances liée à l'exigibilité des OC 2021
- 7,4 M€ en numéraire qui seraient affectés aux objectifs précédents dans sensiblement les mêmes proportions sans remettre en cause la stratégie ni la vitesse de son déploiement, les objectifs de chiffre d'affaires (70 M€) et d'EBITDA (7%) pour 2025 ne seraient ainsi pas remis en cause.

1.7.2 Financement de la stratégie d'affaires et de l'atteinte des objectifs

Se reporter ci-dessus à la section 1.7.1 de la Note d'Opération

1.8 INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES

1.8.1 Conseillers

Néant.

1.8.2 Informations contenues dans la Note d'opération auditées ou examinées par les contrôleurs légaux – Rapports

Les comptes des exercices clos les 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019 ont chacun fait l'objet d'un audit. Les rapports du Commissaire aux comptes sont insérés à la section 5.3 du Document d'enregistrement.

Les rapports d'audit ne comportent pas de réserve.

1.8.3 Responsables de l'information financière

Monsieur Christophe BRUNOT
Président-Directeur Général

Téléphone : +33
Email :

Madame Claire MONBEIG-ANDRIEU
Directrice financière et administrative

Téléphone : +33
Email :

2 DECLARATION SUR LE FOND DE ROULEMENT NET ET DECLARATION SUR LE NIVEAU DES CAPITAUX PROPRES ET DE L'ENDETTEMENT

2.1 DECLARATION SUR LE FOND DE ROULEMENT NET

Au jour de l'approbation du présent Prospectus, compte tenu :

- De la trésorerie disponible au 28 février 2021 de 583 K€
- Du niveau d'activité
- De l'échéancier de la dette bancaire actuelle
- De frais incompressibles inhérents au projet d'introduction en bourse,

la Société considère être exposée à un risque de liquidité et ne pas être en mesure de faire face à ses échéances au cours des douze prochains mois, faisant état sur cette période d'un besoin de financement maximal d'environ 200 K€. Elle sera confrontée dès le mois d'août 2021 à un besoin de trésorerie qui devrait s'établir à environ 70 K€.

De plus, la Société sera confrontée à l'occasion de son introduction en bourse, à un besoin supplémentaire à hauteur de 250 K€ relatif au remboursement anticipé du solde de l'emprunt obligataire convertible émis en 2019 encore en circulation à ce jour qui deviendra exigible de manière anticipée et d'autre part, au financement du plan de développement de la Société.

La levée de fonds objet du présent Prospectus, est le moyen privilégié pour couvrir ces besoins dont prioritairement ceux identifiés sur les 12 prochains mois (200 K€ hors projet d'introduction en bourse).

2.2 DECLARATION SUR LE NIVEAU DES CAPITAUX PROPRES ET DE L'ENDETTEMENT

Sur la base des comptes non audités au 28 février 2021 (en K€)	
Capitaux propres et endettement	28 février 2021
Total des dettes courantes :	2.078
Dettes courantes faisant l'objet de garanties	1.602
Dettes courantes faisant l'objet de nantissements	430
Dettes courantes sans garantie ni nantissement	46
Total des dettes non courantes (hors partie courante des dettes long terme)	
Dettes non courantes faisant l'objet de garanties	-
Dettes non courantes faisant l'objet de nantissements	-
Dettes non courantes sans garantie ni nantissement	
Capitaux propres (1)	-1.358
Capital social	19
Réserve légale	2
Autres réserves	-1.379

Sur la base des comptes non audités au 28 février 2021 (en K€)	
Endettement net du Groupe	28 février 2021
A - Trésorerie	620
B - Équivalent de trésorerie	-
C - Titres de placement	-
D - Liquidité (A+B+C)	620
E - Créances financières à court terme	-
F - Dettes bancaires à court terme	46
G - Part à moins d'un an des dettes à moyen et long termes	225
H - Autres dettes financières à court terme	
I - Dettes financières courantes à court terme (F+G+H)	271
J - Endettement financier net à court terme (I-E-D)	- 349
K - Emprunts bancaires à plus d'un an	
L - Obligations émises	1.016
M - Autres emprunts à plus d'un an	2.607
N - Endettement financier net à moyen et long termes (K+L+M)	3.623
O - Endettement financier net (J+N)	3.274

(1) hors résultat de la période du 1er janvier au 28 février 2021

3 FACTEURS DE RISQUES DE MARCHE POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT SUR LES VALEURS MOBILIERES OFFERTES

Avant de prendre toute décision d'investissement concernant les Actions Offertes, les investisseurs potentiels sont invités à prendre attentivement connaissance de l'ensemble des informations mentionnées dans la présente note d'opération (la « **Note** »).

En complément des facteurs de risques décrits au chapitre 3 du Document d'enregistrement approuvé par l'Autorité des Marchés Financiers le 25 mars 2021 sous le numéro I. 21-005 (le « **Document d'enregistrement** »), l'investisseur est invité à tenir compte des facteurs de risques décrits ci-après avant de procéder à la souscription d'Actions Offertes. La description ci-après n'a pas vocation à être exhaustive, d'autres risques et incertitudes non connus de la Société à ce jour ou qu'elle juge aujourd'hui négligeables pourraient également perturber son activité et avoir un effet défavorable sur sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives. Les investisseurs potentiels sont tenus de procéder à une évaluation personnelle et indépendante de l'ensemble des considérations relatives aux Actions Offertes et de lire également les informations détaillées par ailleurs dans la présente Note d'Opération.

Si l'un de ces risques (ou l'un des risques décrits dans le Document d'enregistrement) venait à se concrétiser, les activités, la situation financière ou les perspectives de la Société pourraient être significativement affectées. Dans une telle éventualité, le cours des actions de la Société pourrait baisser, et l'investisseur pourrait perdre tout ou partie des sommes qu'il aurait investies dans les Actions Offertes.

Intitulé du risque	Evaluation du risque
1 - Risques liés à la cotation et au cours de bourse des actions de la Société	
Le cours des actions de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante	Elevé
Le cours des actions de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante	Elevé
La cession d'un nombre important d'actions de la Société pourrait avoir un impact significatif sur le cours de bourse des actions de la Société	Moyen
2 - Risques liés à l'offre	
Risques liés à l'insuffisance des souscriptions et à l'annulation de l'Offre	Moyen
La non-signature ou la résiliation du contrat de placement entraînerait l'annulation de l'Offre	Faible

3.1 RISQUES LIES A LA COTATION ET AU COURS DE BOURSE DES ACTIONS DE LA SOCIETE

Risque relatif à l'évolution du cours de bourse et à une possible perte en capital
Les actions de la Société, jusqu'à leur inscription aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris, n'auront fait l'objet d'aucune cotation sur un marché réglementé ou organisé, en France ou à l'étranger. Le Prix de l'Offre ne présage pas des performances du prix de marché des actions de la Société à la suite de leur inscription aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris. Le cours qui s'établira postérieurement à l'inscription des actions de la Société aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris est susceptible de varier significativement par rapport au Prix de l'Offre. Bien que la Société ait demandé l'inscription de ses actions aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris, il n'est pas possible de garantir l'existence d'un marché liquide pour ses actions ni qu'un tel marché, s'il se développe, perdurera. Si un marché liquide pour les actions de la Société ne se développe pas, le prix de marché de ses actions et la capacité des investisseurs à négocier leurs actions dans des conditions qu'ils pourraient juger satisfaisantes pourraient en être affectés.

- Le cours des actions de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante

Le prix de marché des actions de la Société pourrait être affecté de manière significative par de nombreux facteurs ayant un impact sur la Société, ses concurrents, ou les conditions économiques générales et les secteurs que son activité adresse. Le prix de marché des actions de la Société pourrait notamment fluctuer de manière sensible en réaction à des événements tels que :

- Des variations des résultats financiers, des prévisions ou des perspectives de la Société ou de ceux de ses concurrents d'une période à l'autre ;

- Des annonces de concurrents ou d'autres sociétés ayant des activités similaires et/ou des annonces concernant les marchés sur lesquels opère la Société, y compris celles portant sur la performance financière et opérationnelle des sociétés ;
- Des évolutions défavorables de l'environnement réglementaire applicable au secteur d'activité de la Société ;
- Des annonces portant sur des modifications de l'actionnariat de la Société ;
- Des annonces portant sur des modifications de l'équipe dirigeante ;
- Des annonces portant sur le périmètre des actifs de la Société (acquisitions, cession, etc.) ; et
- Tout autre événement significatif affectant la Société ou le marché dans lequel elle évolue.

Par ailleurs, les marchés boursiers connaissent d'importantes fluctuations qui ne sont pas toujours en rapport avec les résultats et les perspectives des sociétés dont les actions y sont négociées. De telles fluctuations de marché ainsi que la conjoncture économique pourraient donc également affecter de manière significative le prix de marché des actions de la Société.

- **La cession d'un nombre important d'actions de la Société pourrait avoir un impact significatif sur le cours de bourse des actions de la Société**

La décision d'actionnaires de la Société (détenant collectivement 33,0% du capital préalablement à l'Offre et 12% du capital de la Société à l'issue de l'Offre (en prenant pour hypothèse la réalisation de l'ensemble des cessions dans le cadre de l'Offre Initiale ainsi que l'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation) de céder tout ou partie de leur participation sur le marché après l'expiration de leurs engagements de conservation respectifs (tel que décrit à la section 5.7 de la Note d'Opération) ou avant leur expiration en cas de levée éventuelle, ou la perception qu'une telle cession est imminente, pourrait avoir un effet défavorable significatif sur le cours des actions de la Société.

3.2 RISQUES LIÉS A L'OFFRE

- **Risques liés à l'insuffisance des souscriptions et à l'annulation de l'Offre**

L'Offre ne fera pas l'objet d'une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce. Le début des négociations des actions de la Société n'interviendra donc qu'à l'issue des opérations de règlement-livraison et après délivrance du certificat du dépositaire.

En cas d'insuffisance de la demande, l'augmentation de capital envisagée dans le cadre de l'Offre (telle que définie au paragraphe 4.1 de la Note d'Opération) pourrait être limitée aux souscriptions reçues dès lors que celles-ci atteindraient 75% du montant de l'émission initialement prévue, ce qui ne remettrait pas en cause la réalisation des objectifs de la Société. Ainsi, si les souscriptions reçues n'atteignaient pas trois-quarts (75%) de l'augmentation de capital, l'Offre serait annulée et les ordres de souscription deviendraient caducs. Il est cependant précisé qu'à ce jour la Société a reçu des engagements de souscription à hauteur de 29,3% de l'Offre (se référer à la section 5.2.2 de la Note d'Opération). En cas d'Offre à 75%, la Société sollicitera des financements bancaires non dilutifs pour financer la réalisation de son plan de développement.

- **La non-signature ou la résiliation du contrat de placement entraînerait l'annulation de l'Offre**

Le contrat de placement (voir le paragraphe 5.5.3 de la Note d'Opération) pourrait ne pas être signé ou, après avoir été signé, être résilié dans certaines circonstances par le Chef de File et Teneur de Livre à tout moment jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison de l'Offre.

Si le contrat de placement n'était pas signé, l'opération d'introduction en bourse de la Société et l'Offre seraient rétroactivement annulées.

Si le contrat de placement venait à être résilié, les ordres de souscription et l'Offre seraient rétroactivement annulés. L'OPO, le Placement Global et l'ensemble des ordres de souscription passés dans ce cadre, seraient annulés de façon rétroactive et devraient être dénoués, chaque investisseur devant faire son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts résultant, le cas échéant, d'une telle annulation.

En cas de non-signature ou de résiliation du contrat de placement, les actions de la Société ne seront pas admises aux négociations sur Euronext Growth Paris. Cette information fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext.

4 CONDITIONS RELATIVES AUX VALEURS MOBILIERES

4.1 INFORMATIONS SUR LES VALEURS MOBILIERES DESTINEES A ETRE OFFERTES

4.1.1 Nature, catégorie des valeurs mobilières destinées à être offertes et code ISIN

L'offre de valeurs mobilières (ci-après « l'Offre ») porte sur un maximum de 1 938 636 actions à provenir :

- D'une offre initiale (l'« **Offre Initiale** ») portant sur :
 3. L'émission d'un nombre initial de 1 291 990 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires à souscrire en numéraire et/ou par compensation de créances par voie d'offre au public (les « **Actions Nouvelles** ») ;
 4. La cession d'un maximum de 196 145 actions cédées par certains 37 actionnaires actuels selon la répartition décrite en section 4.3 du résumé du Prospectus (les « **Actions Cédées** ») étant précisé que l'émission de titres sera prioritaire par rapport aux cessions d'actions ;
- De l'émission d'un nombre maximum de 223 220 actions nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension portant le nombre d'Actions Nouvelles à un nombre maximum de 1 515 210). Les actions nouvelles émises sont calculées sur la base du nombre d'actions offertes dans l'Offre Initiale ; et
- De l'émission d'un nombre maximum de 227 281 actions nouvelles en cas d'exercice en totalité de l'Option de Surallocation (les « **Actions Nouvelles Supplémentaires** », le nombre d'actions nouvelles émises est calculé sur la base de la somme des actions nouvelles de l'Offre Initiale et des actions nouvelles émises dans le cadre de la Clause d'Extension.

L'articulation chronologique de l'Offre est la suivante :

1. Emission des Actions Nouvelles dans l'Offre Initiale : 100% de ces Actions Nouvelles sont servies en priorité
2. Cession des actions dans l'Offre Initiale : Les cessions auront lieu uniquement si 100% des Actions Nouvelles ont été émises (parmi les cédants, ceux ayant souscrit à l'augmentation de capital de 2017 seront prioritaires par rapport à ceux ayant souscrit à l'augmentation de capital de 2019)
3. Emission des Actions Nouvelles dans le cadre de la Clause d'Extension : la Clause d'Extension ne sera effective que si les cessions sont réalisées à 100%
4. Emission des Actions Nouvelles Supplémentaires dans le cadre de l'Option de Surallocation

Les Actions Nouvelles, les Actions Nouvelles Supplémentaires et les Actions Cédées prises ensemble, sont définies comme les « **Actions Offertes** »

Les titres dont l'inscription aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris est demandée portent sur :

1. L'ensemble des actions ordinaires composant le capital social, soit 1 938 200 actions de 0,02 euro chacune de valeur nominale, intégralement souscrites et entièrement libérées (les « **Actions Existantes** ») dont le maximum de 196 145 Actions Existantes qui seront cédées par 37 actionnaires actuels (hors Largo Group) de la Société dans le cadre de l'Offre Initiale (se reporter à la section 5.7.1 de la Note d'Opération) ;
2. Les Actions Nouvelles décrites ci-dessus dont le nombre maximal s'établit à 1 742 491 ;
3. Les Actions Nouvelles Supplémentaires décrites ci-dessus dont le nombre maximal s'établit à 227 281.

Date de jouissance : Les Actions Offertes seront assimilables dès leur émission aux Actions Existantes. Elles donneront droit à tout dividende distribué par la Société à compter de leur date d'émission.

Libellé pour les actions : LARGO

Code ISIN : FR0013308582

Mnémonique : ALLGO

LEI : 969500NKTBKWRR93CY32

ICB Classification : 10102030 - Computer Hardware

Lieu de cotation : Euronext Growth – Compartiment « Offre au public ».

Première cotation et négociation des actions : La première cotation des Actions sur Euronext Growth devrait avoir lieu le 20 avril 2021 et les négociations des Actions Nouvelles et des Actions Existantes devraient débuter le 23 avril 2021, selon le calendrier indicatif.

A compter du 23 avril 2021, les Actions Nouvelles et les Actions Existantes de la Société seront négociées sur une ligne de cotation intitulée « LARGO ».

4.1.2 Législation en vertu de laquelle les valeurs mobilières ont été créées

Les Actions Nouvelles seront émises dans le cadre de la législation française. Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social de la Société lorsque la Société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, lorsque la Société est demanderesse, sauf disposition contraire du Code de Procédure Civile.

4.1.3 Forme de titres – Coordonnées de l'entité chargée des écritures nécessaires.

Les Actions Offertes seront nominatives ou au porteur, au choix des souscripteurs, la Société pouvant procéder à l'identification des actionnaires par l'intermédiaire de la procédure dite des « titres au porteurs identifiables ».

En application des dispositions de l'article L.211-3 du Code Monétaire et Financier, les Actions Offertes, quelle que soit leur forme, sont dématérialisées et seront, en conséquence, obligatoirement inscrites en compte-titres tenu, selon le cas, par la Société ou un intermédiaire habilité.

En conséquence, les droits des titulaires seront représentés par une inscription à leur nom dans les livres de :

- CACEIS COPORATE TRUST (14 rue Rouget de Lisle, 92862 Issy-les-Moulineaux Cedex 09), mandatée par la Société, pour les actions au nominatif pur ;
- Un intermédiaire habilité de leur choix et CACEIS CORPORATE TRUST (14 rue Rouget de Lisle, 92862 Issy-les-Moulineaux Cedex 09), mandatée par la Société, pour les actions au nominatif administré ;
- Un intermédiaire habilité de leur choix pour les actions au porteur.

Conformément aux articles L. 211-15 et L. 211-17 du code monétaire et financier, les actions se transmettent par virement de compte à compte et le transfert de propriété des actions résultera de leur inscription au compte-titres de l'acquéreur.

Les Actions Offertes feront l'objet d'une demande d'inscription aux opérations d'Euroclear France en qualité de dépositaire central, et aux systèmes de règlement-livraison d'Euroclear France SA.

4.1.4 Devise de l'émission

Euro.

4.1.5 Droits attachés aux Actions

Les actions seront soumises à toutes les stipulations des statuts tels qu'adoptés par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 18 mars 2021 sous condition suspensive de l'admission des actions aux négociations sur le marché Euronext Growth, dont les principales stipulations sont résumées au sein de la section 6.6 « Acte constitutif et statuts » du Document d'enregistrement. En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société qui régiront la Société à l'issue de ladite cotation, les principaux droits attachés aux actions sont décrits ci-après :

➤ Droit aux dividendes

Les Actions Offertes donneront droit aux dividendes étant rappelé que :

- i) L'assemblée générale, statuant sur les comptes de l'exercice, peut accorder un dividende à l'ensemble des actionnaires (article L. 232-12 du Code de commerce). Il peut également être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice (article L. 232-12 du Code de commerce). La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice. La prolongation de ce délai peut être accordée par décision de justice ;

- ii) Toutes actions contre la Société en vue du paiement des dividendes dus au titre des actions seront prescrites à l'issue d'un délai de cinq ans à compter de leur date d'exigibilité. Par ailleurs, les dividendes seront également prescrits au profit de l'Etat à l'issue d'un délai de cinq ans à compter de leur date d'exigibilité ;
- iii) Les dividendes versés à des non-résidents sont en principe soumis à une retenue à la source (voir paragraphe 4.1.9 ci-après) ;
- iv) L'assemblée générale peut proposer à tous les actionnaires, pour tout ou partie du dividende ou des acomptes sur dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende, soit en numéraire, soit en actions émises par la Société (articles L. 232-18 et suivants du Code de commerce).

➤ **Droit de vote**

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux (2) ans au moins, au nom du même actionnaire ; étant précisé que le délai de détention sera apprécié de manière rétroactive et commencera à courir à la date d'inscription des actions de la Société sur le marché Euronext Growth Paris, soit le 23 avril 2021 selon le calendrier indicatif.

Ce droit de vote double cessera de plein droit pour toute action convertie au porteur ou transférée en propriété. Néanmoins, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de deux ans ci-dessus mentionné, tout transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donations entre vifs, au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible. Il en est de même en cas de conversion d'actions de préférence en actions ordinaires, ou de transfert par suite d'une fusion ou d'une scission d'une société actionnaire.

➤ **Droit préférentiel de souscription**

Les actions comportent un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital. Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital immédiate ou à terme. Pendant la durée de la souscription, ce droit est négociable lorsqu'il est détaché d'actions elles-mêmes négociables. Dans le cas contraire, il est cessible dans les mêmes conditions que l'action elle-même. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription (articles L. 225-132 et L. 228-91 à L. 228-93 du code de commerce).

➤ **Droit de participation au bénéfice de l'émetteur**

Les actionnaires de la Société ont droit aux bénéfices dans les conditions définies par les articles L. 232-10 et suivants du Code de commerce.

➤ **Droit de participation à tout excédent en cas de liquidation**

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital (article L. 237-29 du Code de commerce).

➤ **Clause de rachat**

Les statuts de la Société ne prévoient pas de clause de rachat.

➤ **Clauses de conversion**

Les statuts de la Société ne prévoient pas de conversion des actions ordinaires.

4.1.6 Autorisations et décisions d'émission

4.1.6.1 Assemblée Générale du 18 mars 2021

5^{ème} résolution : Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à une augmentation de capital par voie d'offre au public en prévision de l'admission des actions de la Société aux négociations sur Euronext Growth

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, et sous réserve de l'adoption des résolutions précédentes, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial du Commissaire aux Comptes, après avoir constaté la libération intégrale du capital social, et statuant conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L.225-129-2, L.225-136, L.228-91 à L. 228-93 du Code de commerce,

décide, en prévision de l'admission des actions de la Société aux négociations sur *Euronext Growth*, de déléguer sa compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder, dans un délai de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale, par voie d'offre au public, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, à une ou plusieurs augmentation(s) de capital par émission, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à une quotité du capital social, étant précisé que la souscription des actions et autres valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances,

fixe à un montant de quarante mille euros (40.000 €) le plafond nominal global de la ou des augmentation(s) de capital susceptible(s) de résulter de l'émission de ces actions ordinaires et de ces valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à une quotité du capital social sans droit préférentiel de souscription des actionnaires,

décide en outre qu'au montant nominal maximal, visé ci-dessus, pourra s'ajouter le montant nominal maximal des actions ordinaires à émettre, le cas échéant, pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires et aux dispositions contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ;

décide :

- que les actions ordinaires seront émises en euros, dans la limite du plafond autorisé à la date d'émission,
- que les autres valeurs mobilières pourront être émises soit en euros, soit en monnaie étrangère, dans la limite du plafond autorisé en euros ou de sa contre-valeur à la date d'émission,
- de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières émises dans le cadre de la présente résolution,
 - o que le prix d'émission des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, sera fixé par le Conseil d'administration à l'issue de la période de placement à l'occasion de l'inscription aux négociations et de la première cotation des actions de la Société sur le marché *Euronext Growth* à Paris et résultera de la confrontation du nombre d'actions offertes à la souscription et des demandes de souscription émanant des investisseurs dans le cadre du placement global, selon la technique dite de « *construction d'un livre d'ordres* » telle que développée par les usages professionnels de la place ;

confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation et, notamment, à l'effet :

- de déterminer les dates et modalités des émissions,
- d'arrêter les prix et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer la date de jouissance, même rétroactive, des actions à émettre,
- de déterminer le mode de libération des actions émises,
- de limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions sans que le montant de celle-ci ne puisse être inférieur aux trois-quarts de l'augmentation décidée, conformément aux dispositions de l'article L.225-134 I. 1° du Code de commerce,
- le cas échéant, de prévoir les conditions du rachat en bourse des actions émises. (...)

6^e résolution : Autorisation d'augmenter le montant des émissions décidées en vertu de la cinquième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration,

décide que l'émission décidée en application de la cinquième résolution qui précède, le nombre de titres à émettre pourra être augmenté dans les conditions prévues par les articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce et dans la limite du plafond fixé par l'Assemblée.

4.1.6.2 Décision du conseil d'administration

En vertu de la délégation de compétence mentionnée au paragraphe 4.1.6.1 ci-dessus, le Conseil d'administration lors de sa réunion du 1^{er} avril 2021, a :

- décidé le principe d'une augmentation de capital à réaliser en numéraire d'un montant nominal de 25 839,80 euros, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offre au public et sans délai de priorité, par émission de 1 291 990 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,02 euro chacune. Ce nombre est susceptible d'être augmenté à 223 220 actions nouvelles à provenir de la décision éventuelle par le conseil d'administration, le jour de la fixation des conditions définitives de l'Offre, d'accroître d'un maximum de 15% le nombre d'actions nouvelles par rapport au nombre initialement fixé en exerçant la Clause d'Extension (voir le paragraphe 5.6.6.1 de la Note d'Opération) ;
- constater qu'un maximum de 227 281 Actions Cédées seront susceptibles d'être émises, au titre de l'Option de Surallocation ; et
- fixé la fourchette indicative du prix d'émission des Actions Nouvelles entre 9,87 euros et 13,35 euros par action ; étant précisé que cette fourchette pourra être modifiée dans les conditions prévues au paragraphe 5.4.3 de la Note d'Opération.

Les modalités définitives de cette augmentation de capital, parmi lesquelles notamment le nombre et le prix d'émission des Actions Offertes, seront arrêtées par le Conseil d'administration de la Société lors d'une réunion qui devrait se tenir le 20 avril 2021.

4.1.7 Date prévue d'émission des actions offertes

La date prévue pour le règlement-livraison des Actions Offertes est le 22 avril 2021 selon le calendrier indicatif.

4.1.8 Restrictions à la libre négociabilité des actions

Aucune clause statutaire ne limite la libre négociabilité des actions composant le capital de la Société.

Une description détaillée des engagements pris par la Société et ses actionnaires figure à la section 5.7.3 de la présente Note d'Opération.

4.1.9 Fiscalité en France

La présente section constitue une synthèse du régime fiscal applicable aux dividendes versés par la Société à ses actionnaires, personnes physiques ou personnes morales, ayant ou non leur résidence fiscale ou leur siège social en France, en l'état actuel de la législation fiscale française et sous réserve de l'application éventuelle des conventions fiscales internationales tendant à éviter les doubles impositions. Elle s'applique (i) aux actionnaires de la Société dont la résidence fiscale est située en France, personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés ou personnes physiques qui détiennent des titres dans leur patrimoine privé et ne réalisant pas d'opérations de bourse dans des conditions analogues à celles qui caractérisent une activité exercée par une personne se livrant à titre professionnel à ce type d'opérations et (ii) aux actionnaires de la Société dont la résidence fiscale est située hors de France qui détiennent des actions de la Société autrement que par l'intermédiaire d'une base fixe en France ou d'un établissement stable en France.

Les règles dont il est fait mention ci-après sont susceptibles d'être affectées par d'éventuelles modifications législatives ou réglementaires (assorties, le cas échéant, d'un effet rétroactif) ou par un changement de leur interprétation par l'administration fiscale française.

De manière générale, ces informations n'ont pas vocation à constituer une analyse complète de l'ensemble des effets fiscaux susceptibles de s'appliquer aux actionnaires de la Société. Ceux-ci doivent s'assurer auprès de leur conseiller fiscal habituel de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier à raison de l'acquisition, la détention ou la cession des actions de la Société. Les non-résidents fiscaux français doivent également se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur Etat de résidence, en prenant en compte, le cas échéant, les dispositions de la convention fiscale internationale signée entre la France et cet Etat.

4.1.9.1 Actionnaires dont la résidence fiscale est située en France

La présente sous-section décrit le régime fiscal susceptible de s'appliquer aux dividendes versés par la Société aux actionnaires, personnes physiques ou personnes morales, ayant leur résidence fiscale ou leur siège social en France. Ces informations n'ont pas vocation à constituer une analyse complète de la fiscalité susceptible de s'appliquer aux actionnaires ayant leur résidence fiscale ou leur siège social en France. Ceux-ci doivent s'assurer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

(i) Actionnaires personnes physiques dont la résidence fiscale est située en France

Les paragraphes suivants décrivent le régime fiscal susceptible de s'appliquer aux dividendes versés par la Société aux personnes physiques, ayant leur résidence fiscale en France, détenant les actions de la Société dans le cadre de leur patrimoine privé en dehors du cadre d'un plan d'épargne en actions et ne réalisant pas d'opérations de bourse dans des conditions analogues à celles qui caractérisent une activité exercée par une personne se livrant à titre professionnel à ce type d'opérations.

Les personnes physiques résidentes fiscales françaises qui se livrent à des opérations de bourse dans des conditions analogues à celles qui caractérisent une activité exercée à titre professionnel doivent se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel pour déterminer les conséquences et modalités d'application du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu sur les revenus tirés de ces opérations.

Principe d'absence de retenue à la source

Les dividendes versés par la Société aux personnes physiques dont la résidence fiscale est située en France ne sont, en principe, pas soumis à retenue à la source.

Toutefois, en application des articles 119 bis 2 et 187 du code général des impôts (« CGI »), si les dividendes sont payés hors de France dans un État ou territoire non-coopératif (« ETNC ») au sens de l'article 238-0 A du CGI (la liste des ETNC est publiée par arrêté ministériel et est mise à jour annuellement), les dividendes versés par la Société font l'objet d'une retenue à la source de 75% du montant brut des revenus distribués, sauf si le débiteur apporte la preuve que les distributions de ces produits n'ont ni pour objet ni pour effet de permettre, dans un but de fraude fiscale, leur localisation dans un tel État ou territoire.

Prélèvement forfaitaire non libératoire et impôt sur le revenu

En application de l'article 117 quater du CGI, les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis à un prélèvement forfaitaire non libératoire de l'impôt sur le revenu au taux forfaitaire de 12,8% assis sur le montant brut des revenus distribués, sous réserve de certaines exceptions tenant, notamment, aux contribuables dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année n'excède pas certains seuils.

Toutefois, les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année, tel que défini au 1° du IV de l'article 1417 du CGI, est inférieur à 50 000 € pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs et à 75 000 € pour les contribuables soumis à une imposition commune peuvent demander à être dispensées de ce prélèvement, dans les conditions prévues à l'article 242 quater du CGI, c'est-à-dire en produisant, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement des revenus distribués, auprès des personnes qui en assurent le paiement, une attestation sur l'honneur indiquant que leur revenu fiscal de référence figurant sur l'avis d'imposition établi au titre des revenus de l'avant-dernière année précédant le paiement desdits revenus est inférieur aux seuils susmentionnés. Toutefois, les contribuables qui acquièrent des actions après la date limite de dépôt de la demande de dispense susmentionnée peuvent, sous certaines conditions, déposer cette demande de dispense auprès de leur établissement payeur lors de l'acquisition de ces actions, en application du paragraphe 320 de la doctrine administrative BOI-RPPM-RCM-30-20-10-20191220.

Ce prélèvement forfaitaire non libératoire est effectué par l'établissement payeur des dividendes s'il est établi en France. Si l'établissement payeur est établi hors de France, les dividendes versés par la Société sont déclarés et le prélèvement correspondant payé, dans les 15 premiers jours du mois qui suit celui du paiement des dividendes, soit par le contribuable lui-même auprès du service des impôts de son domicile, soit par l'établissement payeur, lorsqu'il est établi dans un Etat membre de l'Union européenne, en Islande, en Norvège ou au Liechtenstein et qu'il a été mandaté à cet effet par le contribuable.

Ce prélèvement forfaitaire non libératoire constitue un acompte d'impôt sur le revenu et s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il est opéré, l'excédent étant restitué.

Il est rappelé que les dividendes régulièrement versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont imposés (i) à l'impôt sur le revenu au taux forfaitaire de 12,8% (dit prélèvement forfaitaire unique ou « *flat tax* ») ou (ii), sur option expresse et irrévocable devant être exercée chaque année lors du dépôt de la déclaration de revenus et au plus tard avant la date limite de déclaration, au barème progressif de l'impôt sur le revenu après un abattement de 40%. L'option pour le barème progressif de l'impôt sur le revenu est globale et porte sur l'ensemble des revenus, gains nets, profits et créances entrant dans le champ du prélèvement forfaitaire unique.

Prélèvements sociaux

Le montant brut des dividendes distribués par la Société est également soumis aux prélèvements sociaux au taux global de 17,2% répartis comme suit :

- La contribution sociale généralisée au taux de 9,2% ;
- La contribution pour le remboursement de la dette sociale, au taux de 0,5% ;
- Le prélèvement de solidarité au taux de 7,5 %.

Ces prélèvements sociaux sont effectués de la même manière que le prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% précité.

Ces prélèvements sociaux ne sont pas déductibles du revenu imposable lorsque les dividendes sont soumis au prélèvement forfaitaire unique de 12,8%. En cas d'option pour le barème progressif de l'impôt sur le revenu, la contribution sociale généralisée est déductible à hauteur de 6,8% du revenu imposable de l'année de son paiement (le surplus, soit 2,4% n'est pas déductible).

Contribution sur les hauts revenus

En vertu de l'article 223 sexies du CGI, les contribuables passibles de l'impôt sur le revenu sont redevables d'une contribution exceptionnelle sur les hauts revenus (« **CEHR** »), au taux de :

- 3%, pour la fraction du revenu fiscal de référence comprise entre 250 000 € et 500 000 € pour les contribuables célibataires, veufs, divorcés ou séparés et entre 500 000 € et 1 000 000 € pour les contribuables soumis à une imposition commune ;
- 4%, pour la fraction du revenu fiscal de référence qui excède 500 000 € pour les contribuables célibataires, veufs, divorcés ou séparés et 1 000 000 € pour les contribuables soumis à une imposition commune.

L'assiette de la CEHR est constituée du montant du revenu fiscal de référence du foyer fiscal tel que défini au 1 du IV de l'article 1417 du CGI. Le revenu fiscal de référence visé à l'article 1417 du CGI comprend notamment les dividendes perçus par les contribuables concernés.

(ii) Actionnaires personnes morales dont la résidence fiscale est située en France

Les revenus distribués au titre des actions détenues par les personnes morales dont la résidence est située en France ne seront, en principe, soumis à aucune retenue à la source.

Toutefois, si les dividendes versés par la Société sont payés hors de France dans un ETNC, les dividendes distribués par la Société font l'objet d'une retenue à la source au taux de 75% en application des articles 119 bis 2 et 187 du CGI, sauf si le débiteur apporte la preuve que les distributions de ces produits n'ont ni pour objet ni pour effet de permettre, dans un but de fraude fiscale, leur localisation dans un tel Etat ou territoire.

Les dividendes perçus par ces personnes sont en principe imposables dans les conditions de droit commun, c'est-à-dire au taux normal de l'impôt sur les sociétés égal, pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020, à 28%. Pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 250 millions d'euros, le taux d'impôt sur les sociétés est égal à 28% jusqu'à 500 000 € de résultat fiscal et 31% sur la fraction des bénéfices supérieure à 500 000 €. Ce taux est majoré, le cas échéant, de la contribution sociale de 3,3% qui s'applique au montant de l'impôt sur les sociétés excédant 763 000 € par période de douze mois (article 235 ter ZC du CGI).

Nous attirons votre attention sur le fait qu'il est prévu une diminution progressive du taux de l'impôt sur les sociétés, pour atteindre 25% en 2022 pour toutes les entreprises et pour la totalité de leurs bénéfices.

Sous certaines conditions, les PME sont susceptibles de bénéficier, dans les conditions prévues aux articles 219-I-b et 235 ter ZC du CGI, d'une réduction du taux de l'impôt sur les sociétés à 15% dans la limite de 39.290 euros de bénéfice imposable sur 12 mois et d'une exonération de la contribution sociale de 3,3%.

Conformément aux dispositions des articles 145 et 216 du CGI, les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés détenant une participation représentant au moins 5% du capital de la Société, en pleine ou en nue-propriété, peuvent bénéficier, sous certaines conditions et sur option, du régime des sociétés mères en vertu duquel les dividendes perçus par la société mère ne sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés, à l'exception d'une quote-part forfaitaire représentative des frais et charges supportés par cette société et égale à 5% du montant desdits dividendes. Pour pouvoir bénéficier de cette exonération, les titres ouvrant droit au régime des sociétés mères doivent, en particulier, être ou avoir été conservés pendant un délai de deux ans à compter de leur inscription en compte.

4.1.9.2 Actionnaires dont la résidence fiscale ou le siège social est situé hors de France

Les informations contenues dans la présente section constituent une synthèse du régime fiscal susceptible de s'appliquer, en l'état actuel de la législation française et sous réserve de l'application éventuelle des conventions fiscales internationales tendant à éviter les doubles impositions, aux investisseurs qui n'ont pas leur résidence fiscale ou leur siège social en France et qui recevront des dividendes à raison des actions de la Société qu'ils détiendront autrement que par l'intermédiaire d'une base fixe ou d'un établissement stable en France.

Ceux-ci doivent néanmoins s'informer, auprès de leur conseiller fiscal habituel de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier. Les non-résidents fiscaux français doivent également se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur État de résidence. En tout état de cause et de manière générale, il est précisé que le droit fiscal de l'Etat membre de l'investisseur et celui du pays où l'Emetteur a été constitué sont susceptibles d'avoir une incidence sur les revenus tirés des valeurs mobilières.

(i) Actionnaires personnes physiques dont la résidence fiscale est située hors de France

Les dividendes distribués par la Société font, en principe, l'objet d'une retenue à la source, prélevée par l'établissement payeur des dividendes, lorsque le domicile fiscal du bénéficiaire personne physique effectif est situé hors de France en application des articles 119 bis 2 et 187 du CGI. Sous réserve de ce qui est indiqué ci-après, le taux de cette retenue à la source est fixé à 12,8%. Elle est liquidée sur le montant brut des revenus mis en paiement.

Toutefois, les dividendes distribués par la Société font l'objet d'une retenue à la source au taux de 75%, s'ils sont payés ou réputés payés hors de France dans un ETNC au sens de l'article 238-0 A du CGI, sauf si le débiteur apporte la preuve que les distributions de ces produits n'ont ni pour objet ni pour effet de permettre, dans un but de fraude fiscale, leur localisation dans un tel Etat ou territoire. La liste des ETNC est publiée par arrêté interministériel.

Cette retenue à la source peut être réduite, voire supprimée, en application des conventions fiscales internationales tendant à éviter les doubles impositions conclues par la France et l'Etat de résidence du bénéficiaire. Les actionnaires sont invités à se renseigner sur les modalités pratiques d'application des conventions fiscales internationales, telles que notamment prévues par la doctrine administrative (BOI-INT-DG-20-20-20-20120912) relative aux procédures dites « normale » ou « simplifiée » de réduction ou d'exonération de la retenue à la source.

(ii) Actionnaires personnes morales dont le siège social est situé hors de France

Les dividendes distribués par la Société font, en principe, l'objet d'une retenue à la source égale au taux normal de l'impôt sur les sociétés, à savoir 28% à compter du 1^{er} janvier 2020, prélevée par l'établissement payeur des dividendes, lorsque le siège social du bénéficiaire est situé hors de France en application des articles 119 bis 2 et 187 du CGI.

Toutefois :

- L'application des conventions fiscales internationales peut conduire à réduire ou à supprimer la retenue à la source ;
- Les organismes à but non lucratif, dont le siège est situé (i) dans un État membre de l'Union européenne ou (ii) dans un État partie à l'accord sur l'Espace Economique Européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, peuvent, sous conditions, bénéficier d'un taux de retenue à la source réduit à 15% (articles 187 et 219 bis du CGI) ;
- sous réserve de remplir les conditions visées à l'article 119 ter du CGI telles qu'elles sont commentées par la doctrine administrative BOI-RPPM-RCM-30-30-20-10-20190703, les personnes morales qui

détiennent, en pleine propriété ou en nue-propriété pendant au moins deux ans, au moins 10% du capital de la Société, étant précisé que ce taux de détention est ramené à 5% du capital de la société française distributrice lorsque la personne morale qui est le bénéficiaire effectif des dividendes détient une participation satisfaisant aux conditions prévues par la doctrine administrative BOI-RPPM-RCM-30-30-20-40-20160607, peuvent bénéficier d'une exonération de retenue à la source à raison des dividendes versés par la Société si (i) leur siège de direction effective est situé dans un État membre de l'Union européenne, ou dans un État partie à l'accord sur l'Espace Economique Européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et (ii) elles revêtent l'une des formes prévues à l'annexe à la directive du 30 novembre 2011 ou une forme équivalente lorsque la société a son siège en Islande, Norvège ou au Liechtenstein ;

- sous réserve de remplir les conditions visées à l'article 119 bis 2 du CGI telles qu'elles sont commentées par la doctrine administrative BOI-RPPM-RCM-30-30-20-70-20200812, les organismes de placement collectif constitués sur le fondement d'un droit étranger situés dans un Etat membre de l'union ou dans un autre Etat ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales peuvent bénéficier d'une exonération de retenue à la source à raison des dividendes versés par la Société ;
- sous réserve de remplir les conditions visées à l'article 119 quinquies du CGI telles qu'elles sont commentées par la doctrine administrative BOI-RPPM-RCM-30-30-20-80-20160406, les actionnaires personnes morales situés dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales faisant l'objet d'une procédure comparable à la procédure de liquidation judiciaire mentionnée à l'article L. 640-1 du Code de commerce peuvent bénéficier d'une exonération de retenue à la source à raison des dividendes versés par la Société.

Les actionnaires concernés sont invités à se renseigner sur les modalités d'application de ces exonérations.

Toutefois, les dividendes distribués par la Société font l'objet d'une retenue à la source au taux de 75% (sous réserve, le cas échéant, des dispositions plus favorables des conventions internationales) s'ils sont payés ou réputés payés hors de France dans un ETNC au sens des dispositions prévues à l'article 238-0 A du CGI, sauf si le débiteur apporte la preuve que les distributions de ces produits n'ont ni pour objet ni pour effet de permettre, dans un but de fraude fiscale, leur localisation dans un tel Etat ou territoire. La liste des ETNC est publiée par arrêté interministériel et mise à jour annuellement.

4.1.9.3 Régime spécial des plans d'épargne en actions (« PEA »)

Plan d'épargne en actions

Les actions ordinaires de la Société constituent des actifs éligibles au PEA pour les actionnaires personnes physiques dont la résidence fiscale est située en France.

Le plafond des versements dans un PEA est de 150 000 euros (étant rappelé que pour un couple marié ou pacsé, chaque personne composant le couple peut souscrire un PEA).

Sous certaines conditions tenant, notamment, à l'absence de retrait ou de rachat portant sur les titres inscrits en PEA avant la cinquième année de son fonctionnement, le PEA ouvre droit :

- Pendant la durée du PEA, à une exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux à raison des dividendes, et des plus-values nettes de cession, générés par les placements effectués dans le cadre du PEA, à condition notamment que ces plus-values soient maintenues dans le PEA, et
- Au moment de la clôture du PEA (si elle intervient plus de cinq ans après la date d'ouverture du PEA) ou lors d'un retrait partiel (s'il intervient plus de huit ans après la date d'ouverture du PEA), à une exonération d'impôt sur le revenu à raison des dividendes et des plus-values nettes de cession depuis l'ouverture du plan. Cependant, ces dividendes et ces plus-values restent soumis aux prélèvements sociaux au taux global de 17,2%¹ (cf. supra).

Les moins-values réalisées sur des actions détenues dans le cadre du PEA ne sont en principe imputables que sur des plus-values réalisées dans le même cadre (des règles spécifiques s'appliquent toutefois à certains cas de clôture du PEA). Les investisseurs sont invités à se rapprocher de leur conseil fiscal sur cette question.

¹ Sauf application éventuelle de la règle du taux historique, les investisseurs sont invités à voir leur conseil fiscal sur ce point

A défaut de respecter les conditions de l'exonération, il résulte des dispositions de l'article 200 A du CGI que le gain net réalisé dans le cadre d'un PEA est imposable (i) lorsque la cession intervient dans les deux ans de son ouverture, au taux de 22,5%, (ii) lorsque la cession intervient entre deux et cinq ans à compter de l'ouverture du PEA, au taux de 19%, auxquels s'ajoutent, en toute hypothèse, les prélèvements sociaux décrits ci-avant.

Plan d'épargne en actions dit « PME-ETI »

La loi de finances pour 2014 a créé une nouvelle catégorie de PEA dit « PME-ETI », qui bénéficie des mêmes avantages fiscaux que le PEA. Les titres éligibles doivent notamment avoir été émis par une entreprise qui, d'une part, occupe moins de 5 000 personnes et qui, d'autre part, a un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 milliard d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros. Ces seuils sont appréciés sur la base des comptes consolidés de la société émettrice des titres concernés et, le cas échéant, de ceux de ses filiales.

Le plafond des versements est fixé à 225.000 euros. Chaque contribuable peut détenir un PEA dit PME-ETI et un PEA classique mais la somme des versements ne peut excéder 225.000 euros.

Les actions de la Société sont éligibles au PEA dit « PME-ETI ».

4.1.9.4 Réduction d'impôt sur le revenu au titre de la souscription au capital (article 199 terdecies-O A du Code général des impôts)

Les versements au titre de la souscription directe au capital de certaines sociétés peuvent ouvrir droit à une réduction d'impôt sur le revenu en application de l'article 199 terdecies-0 A du Code Général des Impôts. Le bénéfice de cette réduction d'impôt est ouvert aux seuls résidents fiscaux de France.

Pour être éligible au dispositif, le contribuable doit investir au sein d'une société remplissant les différentes conditions prévues au 1 bis de l'article 885-0 V bis du code général des impôts, dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017, au premier rang desquelles figurent :

- **une condition de taille** : l'entreprise doit répondre à la définition européenne des PME² ;
- **une condition d'âge** : l'entreprise ne doit pas avoir encore effectué de vente commerciale, exercer ses activités sur un marché depuis moins de sept ans après sa première vente commerciale ou avoir besoin d'un investissement initial qui, en vue d'intégrer un nouveau marché géographique ou de produits, est supérieur à 50 % de son chiffre d'affaires annuel moyen des cinq dernières années ;
- **une condition d'activité** : l'entreprise doit exercer une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale, à l'exclusion des activités procurant des revenus garantis, des activités financières, des activités de gestion de patrimoine mobilier, des activités de construction d'immeubles et des activités immobilières ;
- **un plafond de versements** : le montant total des versements reçus par l'entreprise au titre de la réduction d'impôt « Madelin » et des autres aides pour le financement des risques ne peut excéder 15 millions d'euros.

La réduction d'impôt est en principe égale à 18% du montant des versements effectués au cours de l'année d'imposition. Un taux bonifié de 25 % est en revanche prévu pour les versements effectués jusqu'au 31 décembre 2019. Ce taux bonifié, initialement applicable aux seuls versements effectués en 2018, a été prolongé d'un an dans le cadre de la loi de finances pour 2019³. Les versements effectués (au titre de la souscription à l'augmentation de capital de la Société, ainsi qu'à toute autre souscription au capital constitutif ou à l'augmentation de capital d'une autre société éligible à cette réduction d'impôt) sont retenus dans la limite annuelle globale de 50.000 euros pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées, ou de 100.000 euros pour les couples mariés ou partenaires d'un pacte civil de solidarité soumis à une imposition commune. La fraction des investissements excédant la limite

² Il s'agit des entreprises dont l'effectif est inférieur à 250 personnes et qui ont un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros

³ Article 118 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019

annuelle ci-dessus ouvre droit à la réduction d'impôt dans les mêmes conditions au titre des quatre années suivantes.

En cas de souscription indirecte via un fonds d'investissement de proximité (FIP) ou un fonds commun de placement dans l'innovation (FCPI), qui retiendraient dans son quota d'investissement des titres de la société éligible écomiam, les limites annuelles susvisées sont respectivement ramenées à 12 000 € ou 24 000 €. L'actif de ces fonds fiscaux doit être constitué pour 70% au moins des investissements réalisés dans des PME innovantes⁴ de moins de 10 ans (FCPI) ou des PME régionales de moins de 7 ans (FIP).

En outre, la réduction d'impôt sur le revenu est prise en compte dans le calcul du plafonnement global des avantages fiscaux prévu à l'article 200-OA du CGI. En cas de souscription directe, la fraction de la réduction d'impôt qui excède le plafond global peut être reportée sur l'Impôt sur le revenu dû au titre des 5 années suivantes,

Par ailleurs, les titres dont la souscription a ouvert droit à la réduction d'impôt sur le revenu ne peuvent pas figurer dans un PEA ou un PEA « PME-ETI » ou dans un plan d'épargne salariale (plan d'épargne entreprise, plan d'épargne interentreprises, plan d'épargne pour la retraite collectif).

La Société se réserve le droit de clôturer la réception des souscriptions ouvrant droit à la réduction d'impôt sur le revenu par anticipation si le plafond précité de 15 millions est atteint. En conséquence, l'attention des souscripteurs concernés est attirée sur le fait que la Société ne peut, en aucune façon, leur garantir qu'ils pourront bénéficier de la réduction d'impôt sur le revenu pour la totalité ou même pour une partie de leur souscription.

La réduction d'impôt sur le revenu est conditionnée au maintien des dispositions fiscales actuelles précitées ou, dans le cas où ces dispositions fiscales seraient modifiées, à la non-rétroactivité des nouvelles mesures aux souscriptions effectuées dans le cadre de l'Offre sur *Euronext Growth*.

Les investisseurs susceptibles de bénéficier de cette réduction d'impôt sur le revenu sont invités à consulter leur conseiller fiscal habituel afin d'apprécier leur situation personnelle au regard de la réglementation spécifique applicable.

4.1.9.5 Droits d'enregistrement

Conformément aux dispositions de l'article 726, I du CGI, les cessions portant sur les actions de la Société, dans la mesure où elles ne sont pas soumises à la taxe sur les transactions financières visée à l'article 235 ter ZD du CGI, sont susceptibles d'être soumises à un droit d'enregistrement, en cas de constatation desdites cessions par acte (passé en France ou à l'étranger) au taux proportionnel unique de 0,1% assis sur le prix de cession des actions.

4.1.10 Identité de l'offreur de valeurs mobilières (s'il ne s'agit pas de l'émetteur)

L'Offre Initiale comprend des Cessions d'actions Existantes détaillées à la section 5.7 ci-dessous.

4.1.11 Règles françaises en matière d'offre publique

(a) Législation en matière d'acquisition : A compter de l'inscription de ses actions aux négociations sur le marché régulé Euronext Growth d'Euronext à Paris, la Société sera soumise aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France relatives aux offres publiques obligatoires, aux offres publiques de retrait et à la procédure de retrait obligatoire.

(b) Offre publique obligatoire, offre publique de retrait et retrait obligatoire

Offre publique obligatoire : L'article L. 433-3 du code monétaire et financier et les articles 234-1 et suivants du règlement général de l'AMF fixent les conditions de dépôt obligatoire d'un projet d'offre publique, libellé à des conditions telles qu'il puisse être déclaré conforme par l'AMF, visant la totalité des titres de capital et des titres donnant accès au capital ou aux droits de vote d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un système multilatéral de négociation organisé (« SMNO »). Un projet d'offre publique doit être déposé

⁴ Une entreprise est considérée comme innovante lorsque ses dépenses de recherche représentent au moins de 10 % de ses charges d'exploitation ou qu'elle a obtenu la qualification « entreprise innovante » de Bpifrance

lorsque toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert au sens de l'article L. 233-10 du code de commerce vient à détenir, directement ou indirectement, plus des cinq dixièmes du capital ou des droits de vote d'une société.

Offre publique de retrait et retrait obligatoire : L'article L. 433-4 du Code monétaire et financier et les articles 236-1 et suivants (offre publique de retrait), 237-1 et suivants (retrait obligatoire à l'issue d'une offre publique de retrait) du règlement général de l'AMF prévoient les conditions de dépôt d'une offre publique de retrait et de mise en œuvre d'une procédure de retrait obligatoire des actionnaires minoritaires d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé ou sur un SMNO.

(c) Offres publiques d'achat initiées par des tiers sur le capital de l'émetteur au cours de l'exercice écoulé et de l'exercice en cours – Condition de ces offres

Néant.

4.1.12 Incidence potentielle sur l'investissement d'une résolution au titre de la directive 2014/59/UE

Néant.

5 MODALITES DE L'OFFRE

5.1 MODALITES ET CONDITIONS DE L'OFFRE, CALENDRIER PREVISIONNEL ET MODALITES DES DEMANDES DE SOUSCRIPTION

5.1.1 Conditions auxquelles l'Offre est soumise

L'Offre (telle que définie ci-dessous) s'effectuera par la mise sur le marché de 1 488 135 Actions Offertes dans le cadre de l'Offre Initiale dont 1 291 990 Actions Nouvelles et 196 145 Actions Existantes cédées par des actionnaires historiques, pouvant être portée à un nombre de 1 938 636 Actions Offertes en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension par émission de 223 220 actions nouvelles et de l'Option de Surallocation par émission de 227 281 Actions Nouvelles Supplémentaires.

Il est prévu que la diffusion des Actions Offertes soit réalisée dans le cadre d'une offre globale (l'« Offre »), comprenant :

- une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« Offre à Prix Ouvert » ou « OPO ») ;
- un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels (le « Placement Global ») comportant :
 - o un placement en France ; et
 - o un placement privé international dans certains pays, en dehors, notamment, des Etats-Unis d'Amérique, du Japon, du Canada, et de l'Australie.

L'Offre porte tant sur :

- Les 1 515 210 Actions Nouvelles à émettre, offertes par la Société ; et
- Un nombre maximum de 196 145 Actions Cédées par 37 actionnaires actuels (hors Largo Group) de la Société dans le cadre de l'Offre Initiale, étant précisé que les Actions Nouvelles seront prioritaires par rapport aux Actions Existantes.
- Les Actions Nouvelles Supplémentaires décrites ci-dessus dont le nombre maximal s'établit à 227 281.

La diffusion des actions dans le public en France aura lieu conformément aux dispositions des Règles des marchés Euronext Growth. La répartition des Actions Offertes entre le Placement Global, d'une part, et l'OPO, d'autre part, sera effectuée en fonction de la nature et de l'importance de la demande dans le respect des principes édictés par l'article 315-6 du règlement général de l'AMF.

Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10% du nombre d'actions offertes dans le cadre de l'Offre (avant exercice éventuel de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation).

En fonction de l'importance de la demande exprimée dans le cadre de l'Offre, le nombre composant l'Offre Initiale (Soit 1 488 135 nouvelles pourra être augmenté de 15%, soit un maximum de 223 220 actions nouvelles (la « **Clause d'Extension** »)). L'exercice éventuel de la Clause d'Extension sera décidé par le Conseil d'administration qui fixera les modalités définitives de l'Offre, soit à titre indicatif le 20 avril 2021.

La Société consentira à l'Agent Stabilisateur au nom et pour le compte du Chef de File et Teneur de Livre, une Option de Surallocation (telle que définie au paragraphe 5.6.6.2 de la Note d'Opération) permettant l'émission d'un nombre d'Actions Nouvelles Supplémentaires représentant un maximum de 15% du nombre d'Actions Nouvelles (après exercice de la Clause d'Extension), soit un maximum de 227 281 actions (l'« **Option de Surallocation** »). L'Option de Surallocation sera exerçable du 23 avril 2021 au 22 mai 2021.

Calendrier indicatif de l'opération

6 avril 2021

- Approbation du Prospectus par l'AMF,

7 avril 2021

- Diffusion du communiqué de presse annonçant l'Offre,
- Publication de l'avis d'Euronext Paris relatif à l'ouverture de l'OPO et du Placement Global,
- Ouverture de l'OPO et du Placement Global,

19 avril 2021

- Clôture de l'OPO à 18 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour celles par Internet,

20 avril 2021

- Clôture du Placement Global à 12 heures (heure de Paris),
- Fixation du Prix de l'Offre et exercice éventuel de la Clause d'Extension,
- Diffusion du communiqué de presse indiquant le Prix de l'Offre et le résultat de l'OPO et du Placement Global ainsi que le nombre définitif d'Actions Nouvelles et le résultat de l'Offre,
- Signature du Contrat de Placement,
- Avis d'Euronext Paris relatif au résultat de l'OPO et du Placement Global,
- Première cotation des actions de la Société sur Euronext Growth Paris,

22 avril 2021

- Règlement-livraison des actions dans le cadre de l'OPO et du Placement Global,
- Début de la période de stabilisation éventuelle,

23 avril 2021

- Début des négociations des actions de la Société sur le marché Euronext Growth Paris,

22 mai 2021

- Date limite d'exercice de l'Option de Surallocation,
- Fin de la période de stabilisation éventuelle.

5.1.2 Montant total de l'Offre

Produit brut de l'Offre (sur la base d'un prix se situant au point médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre)

(Base milieu de Fourchette de Prix - en K€)	Produit brut	Produit net	Produit net new cash (Hors souscription par compensation de créances)
Emission à 75%*	9 564	8 418	7 456
Emission dans l'Offre Initiale à 100%	15 000	13 593	12 630
Emission à 100% (après exercice de la Clause d'Extension)	17 592	16 061	15 099
Emission à 100% (après exercice de la Clause d'Extension et Option de Surallocation)	20 230	18 608	17 645
Montant des cessions dans l'Offre Initiale	2 277		

*En cas de limitation de l'Offre à 75%, les montants sont calculés sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, soit 9,87.

Les dépenses estimées dans le cadre de l'Offre Initiale s'élèvent à 965 K€ (hors frais imputables aux cessions).

En cas d'insuffisance de la demande, l'augmentation de capital envisagée dans le cadre de l'Offre pourrait être limitée aux souscriptions reçues dès lors que celles-ci atteindraient 75% du montant de l'émission initialement prévue. Si ce seuil de 75% n'était pas atteint, l'Offre serait annulée et les ordres seraient caducs.

La Société a cependant d'ores et déjà reçu des engagements de souscription à hauteur de 29,3% de l'Offre Initiale (se référer à la section 5.2.2 de la Note d'Opération).

Il est précisé que la Société ne recevra aucun produit de la cession des Actions Cédées dans le cadre de l'Offre Initiale.

Capitalisation boursière théorique après l'Offre (sur la base du prix de l'Offre)

Capitalisation boursière théorique - En K€ (Après l'Offre)	Prix d'Offre		
	Bas de fourchette 9,87 €	lieu de fourche 11,61 €	Haut de fourchette 13,35 €
Emission limitée à 75%	28 694	33 753	38 811
Emission à 100%	31 882	37 503	43 123
Emission à 100% et après exercice de la clause d'Extension	34 085	40 094	46 103
Emission à 100% et après exercice de la clause d'Extension et de l'Option de Surallocation	36 328	42 733	49 137

5.1.3 Période et procédure de souscription

5.1.3.1 Caractéristiques principales de l'OPO

Durée de l'OPO

L'OPO débutera le 7 avril 2021 et prendra fin le 19 avril 2021 à 17h00 (heure de Paris) pour les souscriptions au guichet et à 20h00 (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet, si cette possibilité leur est donnée par leur intermédiaire financier, sauf clôture anticipée ou prorogation.

La date de clôture de l'OPO pourrait être modifiée (voir le paragraphe 5.4.3.1 de la Note d'Opération).

Nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPO

Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponses aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10 % du nombre d'actions offertes dans le cadre de l'émission initiale avant Extension, *i.e.* hors exercice éventuel de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation.

Le nombre d'Actions Offertes dans le cadre de l'OPO pourra être augmenté ou diminué conformément aux modalités détaillées au paragraphe 5.4.3.3 de la présente Note d'Opération.

Personnes habilitées, réception et transmission des ordres

Les personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre de l'OPO sont les personnes physiques de nationalité française ou résidentes en France ou ressortissantes de l'un des États partie à l'accord et au protocole de l'Espace Économique Européen (États membres de l'Union européenne, Islande, Norvège et Liechtenstein, ci-après les « **États appartenant à l'EEE** »), les fonds communs de placement ou les personnes morales françaises ou ressortissantes de l'un des États appartenant à l'EEE qui ne sont pas, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sous contrôle d'entités ou de personnes ressortissantes d'États autres que les États appartenant à l'EEE, ainsi que les associations et clubs d'investissement domiciliés en France ou dans des États appartenant à l'EEE et dont les membres sont ressortissants français ou de l'un des États appartenant à l'EEE, sous réserve des stipulations figurant au paragraphe 5.2.1.1 de la Note d'Opération. Les autres personnes devront s'informer sur les restrictions locales de placement comme indiqué au paragraphe 5.2.1.2 de la présente Note d'Opération ainsi que sur toute autre restriction éventuelle applicable à leur situation personnelle.

Les personnes physiques, les personnes morales et les fonds communs de placement ne disposant pas en France d'un compte permettant la souscription ou l'acquisition d'actions de la Société dans le cadre de l'OPO devront à cette fin ouvrir un tel compte chez un intermédiaire habilité lors de la passation de leurs ordres.

L'ordre d'achat devra être signé par le donneur d'ordres ou son représentant ou, en cas de gestion sous mandat, son mandataire. Dans ce dernier cas, le gestionnaire devra :

- soit disposer d'un mandat prévoyant des stipulations spécifiques aux termes desquelles son client s'est engagé, dans le cadre d'opérations où chaque investisseur n'est autorisé à passer qu'un seul ordre d'achat, à ne pas passer d'ordres d'achat sans avoir demandé et obtenu une confirmation écrite du gestionnaire qu'il n'a pas passé un ordre d'achat portant sur les mêmes titres dans le cadre du mandat de gestion ;
- soit mettre en place toute autre mesure raisonnable visant à prévenir les ordres d'achat multiples (par exemple, information du client par le gestionnaire qu'il a passé un ordre d'achat pour son compte et qu'en conséquence, le client ne peut passer directement un ordre d'achat de même nature sans l'avoir informé par écrit, avant la clôture de l'opération, de sa décision afin que le gestionnaire puisse annuler l'ordre d'achat correspondant).

Catégories d'ordres susceptibles d'être émis en réponse à l'OPO

Les personnes désireuses de participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 19 avril 2021 à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet, si cette possibilité leur est donnée par leur intermédiaire financier, sauf clôture anticipée ou prorogation.

Les ordres seront décomposés en fonction du nombre de titres demandés :

- fraction d'ordres A1 : entre 1 et 200 actions incluses ;
- fraction d'ordres A2 : au-delà de 200 actions.

L'avis de résultat de l'OPO qui sera publié par Euronext indiquera les réductions éventuelles appliquées aux ordres, étant précisé que les fractions d'ordres A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel par rapport aux fractions d'ordres A2 dans le cas où tous les ordres ne pourraient être satisfaits.

Il est par ailleurs précisé que :

- Chaque ordre doit porter sur un nombre minimum d'une (1) action ;
- Un même donneur d'ordre ne pourra émettre qu'un seul ordre ; cet ordre ne pourra être dissocié entre plusieurs intermédiaires financiers et devra être confié à un seul intermédiaire financier ;
- S'agissant d'un compte joint, il ne pourra être émis qu'un maximum de deux ordres ;
- Le traitement des ordres émis dans le cadre de l'OPO lors de l'allocation des Actions Offertes ne tiendra pas compte de l'intermédiaire financier habilité auprès duquel ils auront été déposés ;
- Chaque membre d'un foyer fiscal pourra transmettre un ordre. L'ordre d'un mineur sera formulé par son représentant légal ; chacun de ces ordres bénéficiera des avantages qui lui sont normalement attachés ; en cas de réduction, celle-ci s'appliquera séparément aux ordres de chacun desdits membres du foyer fiscal ;
- Le montant de chaque ordre ne pourra porter sur un nombre d'actions représentant plus de 20 % du nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPO ;
- Au cas où l'application du ou des taux de réduction n'aboutirait pas à l'attribution d'un nombre entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier inférieur ;
- Les ordres seront exprimés en nombre d'actions sans indication de prix et seront réputés stipulés au Prix de l'Offre ; et
- Les ordres seront, même en cas de réduction, irrévocables, sous réserve des indications mentionnées au paragraphe 5.4.3.3 de la présente Note d'Opération.

Les intermédiaires financiers habilités en France transmettront à Euronext les ordres, selon le calendrier et les modalités précisés dans l'avis d'ouverture de l'OPO qui sera publié par Euronext.

Il est rappelé que les ordres seraient nuls si le communiqué de presse de la Société indiquant les modalités définitives de l'Offre n'était pas publié.

Réduction des ordres

Les fractions d'ordres A1 sont prioritaires par rapport aux fractions d'ordres A2 ; un taux de réduction pouvant aller jusqu'à 100 % peut être appliqué aux fractions d'ordres A2 pour servir les fractions d'ordres A1. Dans l'hypothèse où le nombre d'Actions Offertes serait insuffisant pour couvrir les demandes exprimées au titre des fractions d'ordres A1, ces demandes pourront être réduites de manière proportionnelle. Il en est de même s'agissant des fractions d'ordres A2.

Dans le cas où l'application des modalités de réduction aboutirait à un nombre non entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier immédiatement inférieur.

Révocation des ordres

Les ordres de souscriptions passés par internet dans le cadre de l'OPO seront révocables, par internet, jusqu'à la clôture de l'OPO soit jusqu'au 19 avril 2021 à 20 heures (heure de Paris). Il appartient aux particuliers de se rapprocher de leur intermédiaire financier afin de vérifier si les ordres transmis par d'autres canaux sont révocables et dans quelles conditions ou bien si les ordres transmis par Internet peuvent être révoqués autrement que par Internet.

Par ailleurs, les cas de révocabilités liés à des modifications des conditions de l'Offre sont décrits à la section 5.4.3.3 de la Note d'Opération.

Si la fixation du Prix de l'Offre en dessous de la fourchette basse n'avait pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, le prix de l'Offre sera porté à la connaissance du public par un communiqué de presse diffusé par la Société et l'avis diffusé par Euronext visés au paragraphe 5.4.3.2 de la présente Note d'Opération et prévus, selon le calendrier indicatif, le 20 avril 2021, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre. Cette modification ne donne pas lieu à révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO.

En revanche, si la fixation du Prix de l'Offre en-dessous de la fourchette avait un impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, les stipulations du paragraphe 5.4.3.5 ci-dessous seraient applicables. Une note

complémentaire serait soumise au visa de l'AMF. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global seraient nuls si l'AMF n'apposait pas son visa sur cette note complémentaire. Par ailleurs, les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global avant la publication de la note complémentaire visée par l'AMF pourraient être révoqués pendant au moins deux jours de négociation après la publication de celle-ci.

Résultat de l'OPO, réduction et modalités d'allocation

Le résultat de l'OPO fera l'objet d'un avis d'Euronext et d'un communiqué de presse diffusé par la Société prévus le 20 avril 2021 (sauf clôture anticipée), sauf clôture anticipée auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

Cet avis précisera le taux de réduction éventuellement appliqué aux ordres.

5.1.3.2 Caractéristiques principales du Placement Global

Durée du Placement Global

Le Placement Global débutera le 7 avril 2021 et prendra fin le 20 avril 2021 à 12 heures (heure de Paris). En cas de prorogation de la date de clôture de l'OPO (voir le paragraphe 5.4.3.4 de la Note d'Opération), la date de clôture du Placement Global pourra être prorogée corrélativement.

Le Placement Global pourra être clos par anticipation sans préavis (voir le paragraphe 5.4.3.4 de la Note d'Opération).

Personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre du Placement Global

Le Placement Global sera effectué principalement auprès d'investisseurs institutionnels en France et dans certains pays, à l'exclusion des Etats-Unis d'Amérique, du Canada, du Royaume-Uni, du Japon et de l'Australie.

Ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Les ordres seront exprimés en nombre d'actions ou en montant demandés. Ils pourront comprendre des conditions relatives au prix.

Réception et transmission des ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par le Chef de File et Teneur de Livre au plus tard le 20 avril 2021 à 12 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée.

Seuls les ordres à un prix exprimé en euros, supérieur ou égal au Prix de l'Offre, qui sera fixé dans le cadre du Placement Global dans les conditions indiquées à la section 5.4.2 de la Note d'Opération, seront pris en considération dans la procédure d'allocation.

Réduction des ordres

Les ordres émis dans le cadre du Placement Global pourront faire l'objet d'une réduction totale ou partielle.

Révocation des ordres

Tout ordre émis dans le cadre du Placement Global pourra être révoqué exclusivement auprès du Chef de File et Teneur de Livre ayant reçu l'ordre et ce jusqu'au 20 avril 2021 à 12 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée ou prorogation.

Résultat du Placement Global

Le résultat du Placement Global fera l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis d'Euronext Paris dont la diffusion est prévue le 20 avril 2021, sauf clôture anticipée auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

5.1.4 Révocation/Suspension de l'offre

L'Offre sera réalisée sous réserve (i) que le Contrat de Placement visé à la section 5.5.3 de la Note d'Opération soit signé et ne soit pas résilié au plus tard à la date de règlement-livraison de l'Offre et (ii) que le certificat du dépositaire des fonds constatant la souscription des Actions Nouvelles soit émis. En conséquence, en cas de non-signature ou de résiliation du Contrat de Placement ou de non-émission du certificat du dépositaire des fonds, les ordres de souscription et l'Offre seraient rétroactivement annulés. En cas de résiliation du Contrat de Placement ou de non-émission du certificat du dépositaire des fonds, toutes les négociations des actions intervenues jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison de l'Offre seraient annulées de façon rétroactive et devraient être dénouées.

Plus précisément :

- l'OPO, le Placement Global ainsi que l'ensemble des ordres passés dans ce cadre, seraient annulés de façon rétroactive ;
- l'ensemble des négociations sur les actions intervenues jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison de l'Offre seraient annulées de façon rétroactive et devraient être dénouées, chaque investisseur faisant son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts en résultant.

En cas de non-signature ou de résiliation du Contrat de Placement ou de non-émission du certificat du dépositaire, cette information fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext. Dans ce cas, les ordres de souscription seraient rétroactivement annulés et les Actions Offertes ne seront pas admises aux négociations sur le marché Euronext Growth à Paris.

Si le montant des souscriptions d'Actions Nouvelles n'atteignait pas un minimum de 75% de l'augmentation de capital initiale envisagée, soit un montant d'environ 9,6 M€ sur la base d'un Prix de l'Offre égal à la borne basse de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, l'Offre serait annulée et les ordres de souscription seraient caducs.

5.1.5 Réduction de la souscription

Voir les paragraphes 5.1.3.1 et 5.1.3.2 de la Note d'Opération pour une description de la réduction des ordres émis dans le cadre de l'Offre.

5.1.6 Montant minimum et/ou maximum d'une souscription

Voir le paragraphe 5.1.3.1 de la Note d'Opération pour une description du montant minimum et du montant maximum des ordres pouvant être émis dans le cadre de l'OPO.

Il n'existe pas de montant minimum ni de montant maximum pour les ordres pouvant être émis dans le cadre du Placement Global.

5.1.7 Révocation des ordres de souscription – Période de révocation

Voir le paragraphe 5.4.3.3 de la Note d'Opération pour une description des cas de révocation des ordres émis dans le cadre de l'Offre.

5.1.8 Versement des fonds et modalités de délivrance des Actions Offertes

Le prix des Actions Offertes devra être versé comptant par les donneurs d'ordre à la date prévue pour le règlement-livraison de l'Offre, soit le 22 avril 2021 selon le calendrier indicatif.

Les intermédiaires enregistreront les actions au compte des donneurs d'ordres dès que possible à compter de la publication de l'avis de résultat de l'Offre par Euronext soit, selon le calendrier indicatif, à partir du 20 avril 2021 et au plus tard à la date de règlement-livraison, date de leur inscription en compte, soit, selon le calendrier indicatif, le 22 avril 2021.

Le règlement des fonds aux actionnaires cédants relatifs à la cession des Actions Cédées dans le cadre de l'Offre Initiale est prévu au plus tard à la date de règlement-livraison, le 22 mai 2021 selon le calendrier indicatif.

Les souscriptions pour lesquelles les versements n'auraient pas été effectués seront annulées de plein droit sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés auprès de CACEIS COPORATE TRUST (14 rue Rouget de Lisle, 92862 Issy-les-Moulineaux Cedex 09), qui sera chargé d'établir le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital.

5.1.9 Publication des résultats de l'offre

Les résultats de l'OPO et du Placement Global feront l'objet d'un communiqué diffusé par la Société et d'un avis d'Euronext prévus le 20 avril 2021 au plus tard, sauf clôture anticipée (voir le paragraphe 5.4.3.2 de la Note d'Opération).

5.1.10 Procédure d'exercice et négociabilité des droits préférentiels de souscription – Traitement des DPS non exercés

L'augmentation de capital réalisée dans le cadre de l'Offre sera réalisée avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

5.2 PLAN DE DISTRIBUTION ET ALLOCATION DES VALEURS MOBILIERES

5.2.1 Catégorie d'investisseurs potentiels - Pays dans lesquels l'offre sera ouverte - Restrictions applicables à l'offre

5.2.1.1 Catégorie d'investisseurs potentiels et pays dans lesquels l'Offre sera ouverte

L'Offre comprend :

- un Placement Global principalement destiné aux investisseurs institutionnels comportant :
 - o un placement en France ; et
 - o un placement privé international dans certains pays, en dehors notamment des États-Unis d'Amérique, du Canada, du Japon et de l'Australie ; et
- une offre au public en France réalisée sous la forme d'une Offre à Prix Ouvert principalement destinée aux personnes physiques.

Conformément aux exigences en matière de gouvernance des produits prévues par : (a) la Directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers, telle que modifiée (« MiFID II ») ; (b) les articles 9 et 10 de la directive déléguée (UE) 2017/593 complétant la directive MiFID II ; et (c) les mesures de transposition locales (ensemble, les « **Exigences en matière de gouvernance des produits** »), et déclinant toute responsabilité, découlant de délit, contrat ou autre, que tout « producteur » (au sens des Exigences en matière de gouvernance des produits) pourrait avoir à cet égard, les Actions Offertes ont été soumises à un processus d'approbation à l'issu duquel les Actions Offertes ont été déterminées comme : (i) compatibles avec un marché cible final d'investisseurs de détail et d'investisseurs remplissant les critères des clients professionnels et des contreparties éligibles, tels que définis dans la directive MiFID II ; et (ii) éligibles à la distribution par tous les canaux de distribution, tel qu'autorisé par la directive MiFID II (l' « **Evaluation du marché cible** »). Nonobstant l'Evaluation du marché cible, les distributeurs doivent noter que : le prix des Actions Offertes pourrait baisser et les investisseurs pourraient perdre tout ou partie de leur investissement ; les Actions Offertes n'offrent aucun revenu garanti ni aucune garantie en capital ; un investissement dans les Actions Offertes n'est par ailleurs adapté que pour des investisseurs qui n'ont pas besoin d'un revenu garanti ou d'une garantie en capital, qui (seuls ou avec l'aide d'un conseiller financier ou autre) sont capables d'évaluer les avantages et les risques d'un tel investissement et qui disposent de ressources suffisantes pour supporter les pertes qui pourraient en résulter.

L'Evaluation du marché cible est sans préjudice des exigences de restrictions de vente contractuelles, légales ou réglementaires applicables à l'Offre, figurant notamment à la Section 5.2.1.2 ci-dessous.

A toutes fins utiles, l'Evaluation du marché cible ne constitue pas : (a) une évaluation pour un client donné de la pertinence ou de l'adéquation aux fins de la directive MiFID II ; ou (b) une recommandation à tout investisseur ou groupe d'investisseurs d'investir, d'acheter ou de prendre toute autre mesure à l'égard des Actions Offertes.

Chaque distributeur est responsable de réaliser sa propre évaluation du marché cible applicable aux Actions Offertes et de déterminer les canaux de distribution appropriés.

5.2.1.2 Restrictions applicables à l'Offre

La diffusion du Document d'enregistrement, de la Note d'Opération, du Prospectus, de son résumé ou de tout autre document ou information relatifs aux opérations prévues par la Note d'Opération ou l'offre ou la vente ou la souscription des actions de la Société peuvent, dans certains pays, y compris les États-Unis d'Amérique, faire l'objet d'une réglementation spécifique. Les personnes en possession des documents susvisés doivent s'informer des éventuelles restrictions découlant de la réglementation locale et s'y conformer. Les intermédiaires habilités ne pourront accepter aucun ordre émanant de clients ayant une adresse située dans un pays ayant instauré de telles restrictions et les ordres correspondants seront réputés être nuls et nonavenus. Toute personne (y compris les trustees et les nommées) recevant le Document d'enregistrement, la Note d'Opération, le Prospectus, son résumé ou tout autre document ou information relatifs à l'Offre, ne doit le distribuer ou le faire parvenir dans de tels pays qu'en conformité avec les lois et réglementations qui y sont applicables. Toute personne qui, pour quelque cause que ce soit, transmettrait ou permettrait la transmission des documents susvisés dans de tels pays, doit attirer l'attention du destinataire sur les stipulations de la présente section.

La Note d'Opération, le Document d'enregistrement, le Prospectus, son résumé et les autres documents relatifs aux opérations prévues par la Note d'Opération ne constituent pas une offre de vente ou une sollicitation d'une offre de souscription de valeurs mobilières dans tout pays dans lequel une telle offre ou sollicitation serait illégale. La Note d'Opération, le Document d'enregistrement, le Prospectus n'ont fait l'objet d'aucun enregistrement ou visa en dehors de la France.

Le Chef de File et Teneur de Livre n'offrira les actions à la vente qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans les pays où il fera cette offre de vente.

5.2.1.2.1 Restrictions concernant les États-Unis d'Amérique

Les actions de la Société n'ont pas été et ne seront enregistrées en application du U.S. Securities Act de 1933 (le « **Securities Act** »), ni auprès d'aucune autorité de régulation boursière dépendant d'un État américain. En conséquence, les actions de la Société ne peuvent être ni offertes ni vendues ou autrement cédées ou transférées de quelque manière que ce soit aux États-Unis d'Amérique, ou pour le compte ou au profit de U.S. persons, sauf après enregistrement ou dans le cadre d'opérations bénéficiant d'une exemption à l'enregistrement prévue par le Securities Act.

Le Document d'enregistrement, la Note d'Opération, le Prospectus, son résumé, et tout autre document établi dans le cadre de l'Offre ne doivent pas être distribués aux États-Unis d'Amérique.

5.2.1.2.2 Restrictions concernant les États de l'Espace Economique Européen (autres que la France)

S'agissant des États membres de l'Espace Économique Européen, autres que la France, auxquels le règlement (UE) 2017/1129 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2017 (le « Règlement Prospectus ») est applicable (les « États Membres »), aucune action n'a été entreprise et ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public des actions de la Société rendant nécessaire la publication d'un prospectus dans l'un ou l'autre de ces États Membres. Par conséquent, les actions de la Société peuvent être offertes dans ces États uniquement :

- a. à des investisseurs qualifiés, tels que définis par le Règlement Prospectus ;
- b. à moins de 150 personnes physiques ou morales (autres que des investisseurs qualifiés tels que définis dans le Règlement Prospectus) par État membre ; ou
- c. dans des circonstances entrant dans le champ d'application de l'article 1.4 du Règlement Prospectus.

Pour les besoins du présent paragraphe, l'expression « offre au public de valeurs mobilières » dans un État Membre donné signifie une communication adressée sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit à des personnes et présentant une information suffisante sur les conditions de l'offre et sur les titres à offrir, de manière à mettre un investisseur en mesure de décider d'acheter ou souscrire ces valeurs mobilières, telle que cette définition résulte du Règlement Prospectus.

Ces restrictions de vente concernant les États Membres s'ajoutent à toute autre restriction de vente applicable dans les États Membres auxquels le Règlement Prospectus est applicable.

5.2.1.2.3. Restrictions concernant le Royaume-Uni

Le Prospectus est distribué et destiné uniquement aux personnes qui (i) sont situées en dehors du Royaume-Uni, (ii) sont des « investment professionals » (à savoir des personnes ayant une expérience professionnelle en matière d'investissement) selon l'article 19(5) du Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) (le « FSMA ») Order 2005 (l'« **Ordre** »), (iii) sont des « high net worth entities » ou toute autre personne entrant dans le champ d'application de l'article 49(2) (a) à (d) de l'Ordre (« high net worth companies », « unincorporated associations », etc.) ou (iv) sont des personnes auxquelles une invitation ou une incitation à s'engager dans une activité d'investissement (au sens de l'article 21 du FSMA) peut être légalement communiquée ou transmise (ci-après dénommées ensemble les « **Personnes Qualifiées** »). Toute invitation, offre ou accord de souscription des actions de la Société ne pourront être proposés ou conclus qu'avec des Personnes Qualifiées. Les actions de la Société visées dans le Prospectus ne pourront être offertes ou émises au profit de personnes situées au Royaume-Uni autres que des Personnes Qualifiées. Toute personne autre qu'une Personne Qualifiée ne devra pas agir ou se fonder sur le Prospectus ou l'une quelconque de ses dispositions. Les personnes en charge de la diffusion du Prospectus doivent se conformer aux conditions légales de la diffusion du Prospectus.

5.2.1.2.4. Restrictions concernant l'Australie, le Canada et le Japon

Les Actions Offertes, ne pourront être offertes ou vendues en Australie, au Canada et au Japon.

5.2.2 Intentions de souscription des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance et de quiconque entendrait passer un ordre de souscription de plus de 5%

A l'exception d'Olivier Blanchard (administrateur) qui s'est engagé à souscrire par compensation de sa créance née du remboursement anticipé des OCA 2021 pour 62,5 K€ (se reporter en section 4.2 du résumé de la Note d'opération sur la disparité de prix), ni les autres membres du conseil d'administration, ni les dirigeants ne souscriront pas à l'Offre.

La Société a reçu des engagements de souscription (ordres à tout prix) à hauteur de 5,1 M€ (soit 29,3 % du montant de l'Offre initiale) résumés dans le tableau ci-dessous :

Engagements de souscription	Compensation de créances	En numéraire	Total
Actionnaires Existants			
Pays de Loire Participations	269 819 €		269 819 €
Sous-Total	269 819 €	- €	269 819 €
Nouveaux Actionnaires			
Olivier Blanchard	62 983 €		62 983 €
Aurore Invest		300 000 €	300 000 €
IMHOTEL		300 000 €	300 000 €
CELY Finance		1 000 000 €	1 000 000 €
Fonds gérés par Vatel Capital	629 833 €	2 500 000 €	3 129 833 €
Sous-Total	692 817 €	4 100 000 €	4 792 817 €
TOTAL	962 635	4 100 000	5 062 635
% de l'Offre Initiale (sur la base du Prix Médian)			29,3%

Ces engagements ont vocation à être servis prioritairement et en intégralité, étant précisé qu'ils pourront néanmoins être réduits dans le respect des principes d'allocation usuels (principalement dans l'hypothèse où les souscriptions recueillies dans le cadre de l'Offre seraient très supérieures au nombre des Actions Offertes).

La Société n'a connaissance d'aucun autre engagement de souscription.

Aucun de ces engagements de souscription ne constitue une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce.

5.2.3 Information pré-allocation

Ces informations figurent aux paragraphes 5.1.3.1 de la Note d'Opération.

5.3 NOTIFICATION AUX SOUSCRIPTEURS

Dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert, les investisseurs ayant passé des ordres de souscription seront informés de leurs allocations par leur intermédiaire financier.

Dans le cadre du Placement Global, les investisseurs ayant passé des ordres de souscription seront informés de leurs allocations par le Chef de File et Teneur de Livre.

Le résultat de l'Offre fera l'objet d'un avis publié par Euronext le 20 avril 2021 et d'un communiqué de la Société qui préciseront les réductions éventuellement appliquées aux ordres émis.

5.4 ETABLISSEMENT DU PRIX

5.4.1 Prix de l'Offre

Le prix définitif n'est pas connu à ce jour. Il sera fixé selon la méthode décrite à la section ci-dessous.

5.4.2 Méthode de fixation du prix

5.4.2.1 Prix des actions offertes

Le prix des actions offertes dans le cadre de l'OPO sera égal au prix des actions offertes dans le cadre du Placement Global (le « **Prix de l'Offre** »).

Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé le 20 avril 2021 par le Conseil d'administration, étant précisé que cette date pourrait être reportée ou avancée comme indiqué aux paragraphes 5.4.3.4 et 5.4.3.5 de la Note d'Opération.

Le Prix de l'Offre fixé par le Conseil d'administration résultera de la confrontation de l'offre des actions dans le cadre du Placement Global et des demandes émises par les investisseurs selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels.

Cette confrontation sera effectuée notamment sur la base des critères de marché suivants :

- capacité des investisseurs retenus à assurer un développement ordonné du marché secondaire ;
- ordre d'arrivée des demandes des investisseurs ;
- quantité demandée ; et
- sensibilité au prix des demandes exprimées par les investisseurs.

Le Prix de l'Offre pourrait se situer dans une fourchette comprise entre 9,87 euros et 13,35 euros par action. Cette fourchette pourra être modifiée à tout moment jusqu'au (et y compris le) jour prévu pour la clôture de l'Offre dans les conditions prévues au paragraphe 5.4.3 de la Note d'Opération.

Cette information est donnée à titre purement indicatif et ne préjuge en aucun cas du Prix de l'Offre qui pourra être fixé en dehors de cette fourchette dans les conditions précisées au paragraphe 5.4.3 de la Note d'Opération.

5.4.2.2 Éléments d'appréciation de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre

La Fourchette Indicative du Prix de l'Offre indiquée dans la Note d'Opération et fixée par le Conseil d'administration de la Société le 1^{er} avril 2021 fait ressortir une capitalisation boursière de la Société comprise entre environ 31,9M€ et environ 43,1M€ sur la base d'un nombre 1 291 990 actions souscrites dans le cadre de l'Offre (correspondant à 100% des actions offertes dans le cadre de l'Offre Initiale en l'absence d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation).

Cette information ne préjuge en aucun cas du Prix de l'Offre. Le Prix de l'Offre retenu résultera de la procédure décrite au paragraphe 5.4.2.1 de la Note d'Opération.

5.4.3 Procédure de publication du prix de l'offre

5.4.3.1 Date de fixation du Prix de l'Offre

Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé le 20 avril 2021, étant précisé que cette date pourrait être reportée si les conditions de marché et les résultats de la construction du livre d'ordres ne permettaient pas de fixer le Prix de l'Offre dans des conditions satisfaisantes (voir la section 5.4.3.4 de la Note d'Opération). Dans ce cas, la nouvelle date de clôture du Placement Global et de l'OPO et la nouvelle date prévue pour la détermination du Prix de l'Offre feraient l'objet d'un avis diffusé par Euronext et d'un communiqué de presse diffusé par la Société au plus tard la veille de la date de clôture initiale de l'OPO (sans préjudice des stipulations relatives à la modification de la date de clôture du Placement Global et de l'OPO en cas de modification de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, de fixation du Prix de l'Offre en dehors de la fourchette ou en cas de modification du nombre d'Actions Offertes dans le cadre de l'Offre figurant au paragraphe 5.4.3.3).

Les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion de l'avis d'Euronext et du communiqué de presse de la Société susvisés seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO (inclusive).

5.4.3.2 Publication du Prix de l'Offre et du nombre d'Actions Offertes

Le Prix de l'Offre et le nombre définitif d'Actions Offertes seront portés à la connaissance du public par un communiqué de presse diffusé par la Société et par un avis diffusé par Euronext le 20 avril 2021, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le jour de la fixation du Prix de l'Offre.

5.4.3.3 Modification de la fourchette, fixation du Prix de l'Offre en dehors de la fourchette et modification du nombre d'Actions Offertes

(a) Modifications donnant lieu à révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO

En cas de modification à la hausse de la borne supérieure de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre ou en cas de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre (initiale ou, le cas échéant, modifiée), la procédure suivante s'appliquera :

- Publication des nouvelles modalités : les nouvelles modalités de l'Offre seront portées à la connaissance du public au moyen d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext. Le communiqué de presse de la Société et l'avis d'Euronext susvisés indiqueront la nouvelle fourchette indicative de prix, et le cas échéant, le nouveau calendrier, avec la nouvelle date de clôture de l'OPO, la nouvelle date prévue pour la fixation du Prix de l'Offre et la nouvelle date de règlement-livraison.
- Date de clôture de l'OPO : la date de clôture de l'OPO sera reportée ou une nouvelle période de souscription à l'OPO sera rouverte, selon le cas, de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux jours de bourse entre la date de diffusion du communiqué susvisé et la nouvelle date de clôture de l'OPO (inclusive).
- Révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO : les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion du communiqué susvisé seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO (incluses). De nouveaux ordres irrévocables pourront être émis jusqu'à la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse (ces ordres pourront toutefois être expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse en cas de nouveau report de la date de fixation du Prix de l'Offre et/ou de nouvelle modification des modalités de l'Offre.

(b) Modifications ne donnant pas lieu à révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO (dont fixation du Prix de l'Offre en dessous de la borne inférieure de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre ou modification du nombre d'Actions Offertes)

- Le Prix de l'Offre pourrait être librement fixé en-dessous de la borne inférieure de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre ou la fourchette pourrait être modifiée librement à la baisse. Le Prix de l'Offre ou la nouvelle Fourchette Indicative du Prix de l'Offre serait alors communiqué au public dans les conditions prévues au paragraphe 5.4.2.2 de la Note d'Opération en l'absence d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre.
- En conséquence, si la fixation du Prix de l'Offre en-dessous de la borne inférieure de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre ou si la modification à la baisse de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre n'avait pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, le Prix de l'Offre sera porté à la

connaissance du public par le communiqué de presse de la Société et l'avis d'Euronext visés au paragraphe 5.4.3.2 de la Note d'Opération, dont la diffusion devrait intervenir le 20 avril 2021, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le jour de la fixation du Prix de l'Offre.

- En revanche, si la fixation du Prix de l'Offre en-dessous de la borne inférieure de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre ou si la modification à la baisse de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre avait un impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, les stipulations du paragraphe 5.4.3.5 ci-dessous seraient applicables.
- Le nombre d'Actions Offertes pourrait également être modifié librement si cette modification n'avait pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, sous réserve que le montant des souscriptions atteigne au moins 75% du montant global de l'Offre. Dans le cas contraire, les stipulations du paragraphe 5.4.3.5 ci-dessous seraient applicables.

5.4.3.4 Clôture anticipée ou prorogation de l'Offre

Les dates de clôture du Placement Global et de l'OPO pourront être avancées (sans toutefois que la durée de l'OPO ne puisse être inférieure à trois jours de bourse) ou prorogées dans les conditions suivantes :

- Si la date de clôture est avancée, la nouvelle date de clôture fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext annonçant cette modification au plus tard la veille de la nouvelle date de clôture.
- Si la date de clôture est prorogée, la nouvelle date de clôture fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext Paris annonçant cette modification au plus tard la veille de la date de clôture initiale. Dans ce cas, les ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert avant la diffusion du communiqué de presse de la Société et de l'avis d'Euronext susvisés seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO (incluse).

5.4.3.5 Modifications significatives des modalités de l'Offre

En cas de modification significative des modalités initialement arrêtées pour l'Offre non prévue par la Note d'Opération, une note complémentaire au Prospectus serait soumise à l'approbation de l'AMF. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global seraient nuls si l'AMF n'approuvait pas cette note complémentaire au Prospectus. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global avant la mise à disposition de la note complémentaire au Prospectus visée par l'AMF pourraient être révoqués pendant au moins deux jours de négociation après la mise à disposition de celle-ci (voir paragraphe 5.4.3.3 de la Note d'Opération pour une description de cas dans lesquels le présent paragraphe s'appliquerait).

5.4.4 Disparité de prix

- **Juillet 2020** : Emission de 172 300 actions au prix unitaire de 2,32 € (données ajustées de la division du nominal par 100), soit une décote de 80% par rapport au Prix médian de la Fourchette de prix.
- **Exigibilité anticipée de l'OC 2021 en cas d'introduction en bourse** : En février 2021, la Société a émis un emprunt obligataire convertible (OC 2021) d'un montant nominal de 766 K€ dont le contrat d'émission prévoit en cas d'introduction en bourse l'exigibilité anticipée assortie d'un engagement de souscription des obligataires au Prix de l'Offre dans le cadre de l'introduction en bourse par compensation de leurs créances issues de ce remboursement anticipé.

Le montant total des créances issues du remboursement anticipé sera égal au montant nominal de l'emprunt majoré des intérêts courus et d'une prime de non conversion de 25% en cas d'introduction en bourse intervenant au plus tard le 30 juin 2021. Les obligataires se sont engagés à utiliser l'intégralité de ce montant pour souscrire à l'Offre.

La souscription se fera au Prix de l'Offre et le bénéfice de la prime permet à l'obligataire de bénéficier indirectement d'une disparité de prix par rapport aux souscripteurs de la présente Offre faisant ressortir une décote de 25 % par rapport au point médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre. Sur la base d'un Prix de l'Offre égal au point médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, le nombre d'actions créées par compensation de créances sera de 82 914 actions.

5.5 PLACEMENT ET PRISE FERME

5.5.1 Coordonnées du Chef de File et Teneur de Livre

Portzamparc - Groupe BNP Paribas - 1 boulevard Hausmann, 75009 Paris

5.5.2 Coordonnées des intermédiaires chargés du service financier et des dépositaires dans chaque pays concerné

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés auprès de CACEIS COPORATE TRUST (14 rue Rouget de Lisle, 92862 Issy-les-Moulineaux Cedex 09), qui établira le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital.

Le service des titres (inscription des actions au nominatif, conversion des actions au porteur) et le service financier des actions de la Société sont assurés par CACEIS.

5.5.3 Contrat de placement - Garantie

L'Offre fera l'objet d'un contrat de placement (le « **Contrat de Placement** ») à conclure le jour de la fixation du Prix de l'Offre (soit le 20 avril 2021 selon le calendrier indicatif) entre, d'une part, la Société et, d'autre part, le Chef de File et Teneur de Livre, Portzamparc.

L'Offre ne fera pas l'objet d'une garantie ni d'une convention de prise ferme.

5.5.4 Date du Contrat de Placement

Le Contrat de Placement sera conclu le jour de la fixation du Prix de l'Offre, soit le 20 avril 2021 selon le calendrier indicatif.

5.6 INSCRIPTION AUX NÉGOCIATIONS ET MODALITÉS DE NÉGOCIATION

5.6.1 Admission aux négociations sur un marché de croissance

L'inscription des Actions Offertes est demandée sur le marché Euronext Growth.

Les conditions de négociation des Actions Offertes seront fixées dans un avis d'Euronext à paraître au plus tard le premier jour de cotation de ces actions, soit le 20 avril 2021 selon le calendrier indicatif.

A compter du 23 avril 2021, les actions de la Société seront négociées sur une ligne de cotation intitulée « LARGO ».

Aucune autre demande d'admission aux négociations sur un marché réglementé ou SMNO n'a été formulée par la Société.

5.6.2 Place de cotation

A la date d'approbation du Prospectus par l'AMF, les Actions ne sont admises sur aucun marché, réglementé ou non.

5.6.3 Offres simultanées d'actions de la Société

Néant.

5.6.4 Contrat de liquidité

Aucun contrat de liquidité relatif aux Actions n'a été conclu à la date du Prospectus. La Société s'engage cependant à mettre en place ce type de contrat postérieurement à l'inscription des Actions sur Euronext Growth, avant la fin

de la période d'exercice de l'Option de Surallocation. Sa mise en place fera l'objet d'une information du marché le moment venu, conformément aux exigences légales et réglementaires applicables.

5.6.5 Stabilisation - Interventions sur le marché

Aux termes d'un contrat de placement à conclure le 20 avril 2021, le Chef de File et Teneur de Livre (ou toute entité agissant pour son compte), au nom et pour le compte du Chef de File et Teneur de Livre (l'« **Agent Stabilisateur** »), pourra (mais ne sera en aucun cas tenu de) réaliser des opérations de stabilisation dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables, notamment celles du règlement européen n°596/2014 du 16 avril 2014 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché complété par le règlement délégué (UE) n°2016/1052 de la Commission du 8 mars 2016 (le « **Règlement Délégué** »). Il est précisé qu'il n'y a pas d'assurance que de telles opérations seront mises en œuvre et qu'en toute hypothèse il pourra y être mis fin à tout moment et sans préavis.

Les opérations de stabilisation ont pour objet de stabiliser ou de soutenir le prix de marché des actions pendant la période de stabilisation. Ces opérations de stabilisation seront assurées par le biais d'un prêt d'actions existantes de la part d'actionnaire historiques. Elles sont susceptibles d'affecter le prix de marché des actions et peuvent aboutir à la fixation d'un prix de marché plus élevé que celui qui prévaudrait en leur absence. En cas de mise en œuvre, de telles interventions pourront être réalisées, à tout moment, pendant une période de 30 jours calendaires à compter du jour de la fixation du Prix de l'Offre soit, selon le calendrier indicatif, du 22 avril 2021 jusqu'au 22 mai 2021 (inclus).

L'information des autorités de marché compétentes et du public sera assurée par l'Agent Stabilisateur conformément à l'article 6 du Règlement Délégué. Ainsi, durant la période de stabilisation, l'Agent Stabilisateur assurera la publication, par voie de communiqué de presse à communiquer de façon effective et intégrale, de toutes les opérations de stabilisation, au plus tard, à la fin de la 7ème journée boursière suivant la date d'exécution de ces opérations.

L'Agent Stabilisateur pourra effectuer des surallocations dans le cadre de l'Offre à hauteur du nombre d'actions couvertes par l'Option de Surallocation, majoré, le cas échéant, d'un nombre d'actions représentant au maximum 5 % de la taille de l'Offre (hors exercice de l'Option de Surallocation) conformément à l'article 8(b) du Règlement Délégué.

Conformément à l'article 7.1 du Règlement Délégué, les opérations de stabilisation ne peuvent être effectuées à un prix supérieur au Prix de l'Offre.

5.6.6 Clause d'Extension et Option de Surallocation

5.6.6.1 Clause d'extension

En fonction de l'importance de la demande, la Société pourra, en accord avec le Chef de File et Teneur de Livre, décider d'augmenter le nombre d'actions composant l'Offre Initiale, soit 1 488 135 actions d'un maximum de 15%, soit un maximum 223 220 actions nouvelles (la « **Clause d'Extension** ») portant le total d'Actions Nouvelles à 1 515 210, au Prix de l'Offre (tel que ce terme est défini au paragraphe 5.4.2.1 de la Note d'Opération).

La décision d'exercer la Clause d'Extension sera prise au moment de la fixation du Prix de l'Offre par le Conseil d'administration prévu le 20 avril 2021 et sera mentionnée dans le communiqué de la Société et l'avis d'Euronext annonçant le résultat de l'Offre.

5.6.6.2 Option de surallocation

Afin de couvrir d'éventuelles surallocations, la Société consentira à Portzamparc (l'« **Agent Stabilisateur** ») au nom et pour le compte du Chef de File et Teneur de Livre une option portant sur un maximum de 15% du nombre d'Actions Nouvelles dans l'Offre Initiale majoré des actions nouvelles susceptibles de résulter de l'exercice éventuel de la Clause d'Extension, soit un maximum de 227 281 Actions Nouvelles Supplémentaires au Prix de l'Offre (l'« **Option de Surallocation** »).

Cette Option de Surallocation pourra être exercée par l'Agent Stabilisateur agissant au nom et pour le compte du Chef de File et Teneur de Livre, en une seule fois, à tout moment, en tout ou partie, au Prix de l'Offre, pendant une période de 30 jours calendaires à compter du jour de la fixation du Prix de l'Offre, soit selon le calendrier indicatif, à compter du 23 avril 2021 jusqu'au 22 mai 2021 inclus, uniquement afin de couvrir d'éventuelles surallocations et de faciliter les opérations de stabilisation, le cas échéant.

En cas d'exercice de l'Option de Surallocation, cette information sera portée à la connaissance du public au moyen d'un communiqué de presse diffusé par la Société.

5.7 DÉTENTEURS DE VALEURS MOBILIÈRES SOUHAITANT LES VENDRE

5.7.1 Nom et adresse de toute personne ou entité offrant de vendre ses valeurs mobilières

Une part des actions offertes dans le cadre de l'Offre Initiale provient exclusivement de cessions d'Actions Existantes par des actionnaires historiques.

Les cédants sont les suivants :

Actionnaires cédants	Nombre d'actions détenues avant l'Offre	Nombre d'actions cédées dans l'Offre initiale	Nombre d'actions restant après l'Offre
Société FERTILEM	97 200	20 450	76 750
Société FINTA TECHNOLOGIES	27 600	11 075	16 525
Arnaud JEHENNE	24 800	10 050	14 750
Marc SABATIER	27 700	10 050	17 650
Philippe de PORTZAMPARC	20 400	2 000	18 400
Société MK10	16 700	8 350	8 350
Emmanuel RENOUL	12 100	4 700	7 400
Société L'CONSULTING	11 700	5 850	5 850
Société FINANCIERE DESCHANEL	9 500	1 000	8 500
François de LOYNES	8 700	2 700	6 000
Gérard ESTIVAL	8 700	1 700	7 000
Vincent GUILLOIS	8 700	2 700	6 000
Société TRANSVERSALES	7 900	2 200	5 700
Alain BARET	6 900	2 325	4 575
Gérard BIENFAIT	6 300	1 350	4 950
Fabien LAVIGNE	6 300	1 350	4 950
Christophe de MAUPEOU	5 700	1 900	3 800
Michel PHILIPPE	4 000	1 700	2 300
Société ODILE DUVAUX CONSEIL (O.D.C)	4 000	1 700	2 300
Patrice VIDELIER	3 400	1 700	1 700
Société PINK RABBIT FOUNDATION	3 400	1 700	1 700
Patrick BOQUIEN	3 100	850	2 250
Patrick RICHARD	3 500	1 175	2 325
Anne BLANCHE	3 500	750	2 750
Jean-Denis LAMBERT	2 700	1 350	1 350
Benoît CHENON	2 700	270	2 430
Société EMINY	2 500	850	1 650
Jean François AGUESSE	2 000	850	1 150
Jean CESBRON	2 000	850	1 150
Didier ALLAIN DUPRE	1 700	850	850
Charles PHILIP	1 700	850	850
Société FINANCIERE MAROCO	83 900	33 350	50 550
FIP Industrie et Croissance 2017	74 800	17 050	57 750
Société PLP	59 900	13 650	46 250
Société TRADE2I	33 400	16 700	16 700
SARL SJD	27 200	6 800	20 400
Pascal DROUARD	13 600	3 400	10 200
TOTAL	639 900	196 145	443 755

Il est précisé que l'augmentation de capital sera prioritaire par rapport aux cessions. Parmi les cédants, ceux ayant souscrit à l'augmentation de capital de 2017 seront prioritaires par rapport à ceux ayant souscrit à l'augmentation de capital de 2019.

5.7.2 Nombre et catégorie de valeurs mobilières offertes

Voir section ci-dessus.

5.7.3 Engagements d'abstention et de conservation

Engagement d'abstention

La Société s'est engagée pendant une période expirant 180 jours calendaires à compter du règlement-livraison des actions nouvelles, objet de la présente offre à ne pas, sauf accord préalable écrit de Portzamparc, émettre, offrir, prêter, mettre en gage ou céder, directement ou indirectement (notamment sous la forme d'opérations sur produits dérivés ayant des actions pour sous-jacents), des actions de la Société, d'autres titres de capital ou autres valeurs mobilières donnant droit par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution de titres émis ou à émettre en représentation d'une quotité de capital ou l'attribution d'autres titres de capital de la Société, ou des instruments financiers liés aux actions de la Société, ni à effectuer toute opération ayant un effet économique similaire, ni à annoncer publiquement son intention de procéder à de telles opérations.

Engagements de conservation pris par certains actionnaires et porteurs d'OC

Un ensemble d'actionnaires représentant ensemble 64% du capital (dont Largo Group à hauteur de 56,4%) de la Société avant l'Offre a souscrit un engagement de conservation d'une période de 365 jours calendaires à compter de la date du règlement-livraison de l'Offre portant sur 100% qu'ils détiennent au jour de la signature de leurs engagements (les Actions Détenues) (à l'exception des actions susceptibles d'être cédées dans la présente Offre). Les porteurs d'OC 2021 qui se verront attribuer des actions par compensation des créances issues du remboursement anticipé de leurs OC 2021 ont souscrit le même engagement de conservation

Un ensemble d'actionnaires représentant ensemble 36% du capital de la Société avant l'Offre ont souscrit un engagement de conservation d'une période de 365 jours calendaires à compter de la date du règlement-livraison de l'Offre portant sur 100% des actions qu'ils détiennent au jour de la signature de leurs engagements (les Actions Détenues) (à l'exception des actions susceptibles d'être cédées dans la présente Offre).

Par exception, ce groupe d'actionnaires pourra, à compter de la Date de Réalisation, céder ou transférer tout ou partie de leurs Actions Détenues au profit de tout acquéreur sous réserve que l'opération de cession ou de transfert considérée s'effectue à un prix strictement supérieur à 125% du prix unitaire de l'action de la Société retenu dans le cadre de l'Introduction (le "Prix de l'Offre").

En plus de cette exception qui ne concerne que ce second groupe d'actionnaire, tous les engagements pris sous réserve de certaines exceptions habituelles telles que :

- Apporter les Actions Détenues dans le cadre d'une offre publique portant sur les actions de la Société ;
- Céder ou transférer toute action de la Société autre que les Actions Détenues que le soussigné pourrait souscrire dans le cadre de l'Introduction ou acquérir sur le marché après l'Introduction ;
- Céder ou transférer toute Action Détenue au profit d'un actionnaire soumis au même engagement de conservation à la date de ladite cession ou transfert ;
- Céder ou transférer toute Action Détenue, à tout acquéreur lors d'une opération hors marché, à la condition que ledit acquéreur s'engage auprès de Portzamparc préalablement audit transfert, à ne pas réaliser l'une quelconque des opérations décrites dans les présentes pour la durée restante du présent Engagement ;

5.8 DILUTION

5.8.1 Impact de l'offre sur la répartition du capital et des droits de vote

L'incidence de l'émission sur la répartition des droits de vote compte tenu de la mise en œuvre d'un droit de vote double à compter de l'introduction en bourse (le délai de détention de 2 ans étant apprécié de manière rétroactive) :

	Avant l'Offre		Après l'Offre Emission limitée à 75%		Après l'Offre Emission limitée à 75%		Après l'Offre Emission à 100%		Après l'Offre Emission à 100%		Après l'Offre Emission à 100% + Clause d'Extension		Après l'Offre Emission à 100% + Clause d'Extension		Après l'Offre Emission à 100% + Clause d'Extension + Option de Surallocation		Après l'Offre Emission à 100% + Clause d'Extension + Option de Surallocation	
	Nombre d'actions et de	% du capital et des droits	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% de droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% de droits de vote	Nombre d'actions et	% du capital et de droits de	Nombre de droits de vote	% de droits de vote	Nombre d'actions et	% du capital et de	Nombre de droits de vote	% de droits de vote
LARGO GROUP	1 093 900	56,44%	1 093 900	37,63%	2 160 600	54,78%	1 093 900	33,86%	2 160 600	48,40%	1 093 900	31,13%	2 160 600	46,10%	1 093 900	29,72%	2 160 600	43,97%
Sous-total Fondateurs	1 093 900	56,44%	1 093 900	37,63%	2 160 600	54,78%	1 093 900	33,86%	2 160 600	48,40%	1 093 900	31,13%	2 160 600	46,10%	1 093 900	29,72%	2 160 600	43,97%
Sous-total business angels (réseau ABAB)	457 700	23,61%	457 700	15,74%	469 180	11,89%	352 505	10,91%	469 180	10,51%	352 505	10,03%	469 180	10,01%	352 505	9,58%	469 180	9,55%
Sous-total Autres business angels	228 500	11,79%	228 500	7,86%	218 300	5,53%	168 250	5,21%	218 300	4,89%	228 500	6,50%	218 300	4,66%	168 250	4,57%	218 300	4,44%
Sous-total Investisseurs financiers	134 700	6,95%	134 700	4,63%	104 000	2,64%	104 000	3,22%	104 000	2,33%	104 000	2,96%	104 000	2,22%	104 000	2,83%	104 000	2,12%
Sous-total Salariés	23 400	1,21%	23 400	0,80%	23 400	0,59%	23 400	0,72%	23 400	0,52%	23 400	0,67%	23 400	0,50%	23 400	0,64%	23 400	0,48%
Public			968 993	33,33%	968 993	24,57%	1 488 135	46,07%	1 488 135	33,34%	1 711 355	48,71%	1 711 355	36,51%	1 938 636	52,67%	1 938 636	39,45%
TOTAL	1 938 200	100,00%	2 907 193	100%	3 944 473	100%	3 230 190	100%	4 463 615	100%	3 513 660	100%	4 686 835	100%	3 680 691	100%	4 914 116	100%

5.8.2 Incidence de l'émission sur la situation de l'actionnaire et sur la quote part des capitaux propres

Incidence de l'émission sur la situation financière de l'actionnaire

L'incidence de l'Offre sur la participation dans le capital de la Société d'un actionnaire qui détiendrait à la date du Prospectus 1 % du capital social de la Société et ne souscrivant pas à celle-ci (calculs effectués sur la base du nombre d'actions composant le capital de la Société à la date du Prospectus) serait la suivante :

<i>(en euro par action)</i>	Participation de l'actionnaire	
	Base non diluée	Base diluée ⁽¹⁾
Avant l'Offre	1,00%	1,00%
Après l'Offre à 100%	0,60%	0,60%
Après l'Offre en cas d'exercice de la Clause d'Extension	0,56%	0,56%
Après l'Offre en cas d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation	0,53%	0,53%
Après l'Offre à 75%	0,67%	0,67%

(1) Il n'existe pas d'instrument dilutif n'a été émis à ce jour.

L'Option de Surallocation est sans impact dilutif supplémentaire s'agissant d'actions à provenir exclusivement de la cession d'Actions Existantes.

Aucun instrument dilutif n'a été émis à ce jour.

Incidence de l'émission sur la quote-part des capitaux propres

A titre indicatif, l'incidence de l'émission sur la quote-part des capitaux propres par action (calculs effectués sur la base des capitaux propres de la Société - tels qu'ils ressortent des comptes au 31 décembre 2020 audités par le commissaire aux comptes - et du nombre d'actions composant le capital social de la Société au jour du visa sur le Prospectus) serait la suivante :

<i>(en euro par action)</i>	Capitaux propres ⁽¹⁾ par action au 31 décembre 2020	
	Base non diluée	Base diluée ⁽²⁾
Avant l'Offre	-0,66 €	-0,66 €
Après l'Offre à 100%	4,25 €	4,25 €
Après l'Offre en cas d'exercice de la Clause d'Extension	5,11 €	5,11 €
Après l'Offre en cas d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation	5,51 €	5,51 €
Après l'Offre à 75%	2,85 €	2,85 €

(1) Hors imputation des frais sur la prime d'émission

(2) Il n'existe pas d'instrument dilutif n'a été émis à ce jour.